

DRIVE 2024

LES CHEMINS DE LA RESILIENCE A L'EXTREMISME VIOLENT EN CÔTE D'IVOIRE

Rapport sur les résultats de l'index de résilience



DRIVE 2024

Les chemins de la résilience à l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire

Rapport sur les résultats de l'index de résilience

SeeD

Dr Bertrand Baldet, Senior Researcher, Regional Team Lead West Africa
Abdon Dominique Koko, Africa Programme Specialist
Sonia Dassé, Data Analyst
Dr Kando Serge Gbagbeu, Data Analyst

INDIGO

Dr KOUAME Yao Séverin, Directeur Exécutif
KY Pauline, Coordinatrice des Programmes BLEU
Mun Patricia, Chercheure Facilitatrice
EZA Ecrah Ghislain, Chercheur Facilitateur

RESILIENCE POUR LA PAIX

Alan Bobbett, Directeur exécutif
Mirko Hoff, Coordinateur programme
Dr. Abiba Diarrassouba, Coordinatrice de la Recherche Action, Apprentissage et Rapportage
Salimatou Karamoko, Chercheur
Mouna Kouassi, Chercheur

Sponsor: Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien du Royaume de la Norvège. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Royaume de la Norvège.
Citation: Résilience pour la Paix, SeeD, Indigo-Côte d'Ivoire (2026), DRIVE 2024:
Les chemins de la résilience à l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire

Crédits graphiques : Dataspoiler
Graphic de couverture: Dataspoiler
Toutes les photos : crédit Résilience pour la Paix



SOMMAIRE

Liste de tables et figures.....	4
Liste de tables et figures.....	5
1. Fondements et héritage de l'Index DRIVE	6
1.1 Méthodologie de l'étude	6
1.2 Conceptualisation de la menace de l'extrémisme violent (EV)	7
1.3 L'immunité sociale comme variable d'intérêt centrale	12
1.4 Conceptualisation de la résilience	13
2. Cadre d'analyse	14
2.1 Évolution géographique et méthodologiques de DRIVE 2024.....	14
2.2 Analyses associées à l'Index DRIVE	14
2.3 Stresseurs et Capacités de résilience 2024	17
<i>Box Ajustement de l'Index DRIVE entre 2023 et 2024 : Indicateurs sortis et indicateurs entrants</i>	19
3. Résultats DRIVE 2024	20
3.1 Analyse détaillée des scores d'immunité sociale	20
<i>Box Regagner le cœur des populations en revisitant la gouvernances</i>	21
3.2 Tendance générale de la situation de résilience dans les localités visitées	22
4. État des lieux cartographique par département	25
4.1 Département de Doropo	25
4.2 Département de Kong	26
4.3 Département de Téhini	27
4.4 Département de Ouangolodougou	28
4.5 Département de Téngrela	28
5. Recommandations	36
5.1 Recommandations générales	36
5.2 Priorités d'intervention	37
5.3 Vers un système de suivi et évaluation de la résilience à l'extrémisme violent.....	38

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Diagramme 1 : Elements de l'acceptabilité sociale des GEV	8
Diagramme 2 : Légitimation des GEV pour des raisons économiques	9
Diagramme 3 : Éloignement de l'Etat par sous-préfecture	10
Diagramme 4 : Visualisation du risque EV	11
Diagramme 5 : Scores de l'immunité sociale l'influence des GEV	12
Diagramme 6 : Modèle conceptuel de l'Index de résilience	13
Diagramme 7 : Distribution de l'échantillon 2024	15
Diagramme 8 : Résultats du modèle prédictif	16
Diagramme 9 : Résultats de l'analyse de résilience	17
Diagramme 10 : Stresseurs et Capacités de résilience, 2024	18
Diagramme 11 : Scores de l'immunité sociale	20
Diagramme 12 : Variation 2023-2024 de l'immunité sociale	22
Diagramme 13 : Tableau récapitulatif des phénomènes les plus marqués par département	29
Diagramme 14 : Scores	30-35
Diagramme 15 : Etat des lieux cartographique des indicateurs de l'Index	39



LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AVP	Accidents de la Voie Publique
CE	Cours Élémentaires
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales
CM	Cours Moyens
CMU	Couverture Maladie Universelle
COP	Contrat d'Objectif et de Performance
CP	Cours Préparatoires
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
DD	Directeur Départemental
DIIS	Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
EPP	École Primaire Publique
ESPC	Établissements Sanitaires de Premier Contact
FAS	Fonds d'Action Sanitaire
GEV	Groupes Extrémistes Violents
HG	Hôpital Général
IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire
MSHPCMU	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie universelle
OMS	Organisation Mondiale de la santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PBF	Financement Basé sur la Performance
PND	Plan National de Développement
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPU	Programme Présidentiel d'Urgence
PS GOUV	Programmes Sociaux du Gouvernement
PSO	Politique de Scolarisation Obligatoire
RASS	Rapport Annuel sur la Situation Sanitaire
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
S/P	Sous-Préfet
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise

1 Fondements et héritage de l'Index DRIVE



1.1 Méthodologie SCORE, colonne vertébrale de la construction de l'Index

SCORE est un outil d'aide à la décision, développé dans le cadre d'un partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le Développement Action pour la Coopération et la Confiance (UNDP-ACT) et le Centre pour la Paix Durable et le Développement Démocratique (SeeD), avec le financement de l'USAID. C'est un outil basé sur des preuves statistiques qui combine un processus de recherche participative approfondie avec une analyse avancée des données pour identifier les moteurs des dynamiques de conflit et promouvoir le changement social et la consolidation de la paix. D'abord déployé à Chypre, l'Indice SCORE a été ensuite adapté à différents contextes sur différents continents¹.

La construction d'un indicateur SCORE

La méthodologie SCORE vise à quantifier des niveaux de manifestation d'un phénomène social et ainsi renseigner quantitativement et avec précision des attitudes et comportements (par exemple : « l'engagement civique »), des perceptions (par exemple : « les sentiments de marginalisation ») ou encore des opinions (par exemple : « le rapport à l'autorité »). Pour être mesuré, un phénomène est transformé en indicateur c'est-à-dire en grandeur observable et mesurable. Pour ce faire, l'indicateur doit être clair et spécifique. Ainsi un phénomène comme la "sécurité politique" renvoie à plusieurs dimensions : pou-

voir voter librement, pouvoir exercer un engagement politique, pouvoir choisir entre plusieurs partis politiques. L'indicateur "sécurité politique" a donc été mesuré à travers l'agrégation de plusieurs items². C'est cette combinaison d'items qui permet de mesurer les différentes perspectives d'un même phénomène et de stabiliser un indicateur³.

La lecture d'un indicateur SCORE

La méthodologie SCORE permet ainsi de proposer une mesure standardisée des phénomènes sociaux (scores de 0 à 10). Un score de 0 correspondant à l'absence totale du phénomène au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène. Ces phénomènes peuvent alors être présentés sous la forme de cartes de chaleur ("Heatmaps") : elles illustrent le niveau de manifestation du phénomène dans les différentes zones géographiques étudiées⁴. Lorsque les indicateurs sont validés statistiquement, il devient ensuite possible d'observer comment ils interagissent entre eux.

Deux types d'analyses ont été menés en vue de construire l'Index (analyse prédictive et analyse de résilience). Chacun de ces types d'analyse apporte ses propres éléments de réponse sur les dynamiques qui s'articulent autour de l'influence des groupes extrémistes violents (GEV) dans les localités observées. Elles sont en ce sens complémentaires et permettent de « trier » les phénomènes qui concourent statistiquement à structurer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

¹ <https://app.scoreforpeace.org/> et <https://seedsofpeace.eu/>

² Il s'agit de questions de types échelle de Likert c'est-à-dire des questions fermées auxquelles le répondant se voit offrir plusieurs modalités de réponse (de type "pas du tout d'accord", "pas vraiment d'accord", "plutôt d'accord", "complètement d'accord"). Ces questions sont également appelées items.

³ Statistiquement, la construction d'un indicateur (c'est-à-dire l'agrégation de plusieurs items) répond à un processus de vérification statistique qui permet de s'assurer de la cohérence interne du phénomène mesuré (coefficient alpha de Cronbach).

⁴ Les heatmaps présentées dans ce rapport rendent compte des scores au niveau de chaque sous-préfecture. Par ailleurs, au-delà de la représentation du phénomène en fonction de la localité, les scores de chacun des phénomènes peuvent être désagrégés en fonction du genre, du niveau d'éducation, de l'âge et autres catégories.

L'analyse prédictive

Ce type d'analyse permet dans un premier temps de déterminer l'intensité de la corrélation linéaire entre deux indicateurs, à travers le coefficient de corrélation de Pearson⁵. Ensuite, l'analyse causale, par-delà la simple relation entre deux variables, permet de révéler la force et la direction de l'influence que certains phénomènes ont sur d'autres. Dans ce cas, certains indicateurs (phénomènes) peuvent être qualifiés de « moteurs » ou « prédicteurs », parce qu'ils prédisent positivement ou négativement la manifestation des autres phénomènes auxquels ils sont liés. Les flèches apparaissant dans le modèle matérialisent la relation, la direction et la force d'influence d'un phénomène sur un autre⁶.

1.2 Conceptualisation de la menace de l'extrémisme violent (EV)

À l'issue des travaux préparatoires ayant conduit à la conception de l'index, une constante s'est imposée : l'enjeu fondamental réside dans la conquête des cœurs et des esprits des populations, que les Groupes Extrémistes Violents (GEV) disputent à l'État. C'est autour de cet impératif que s'articule l'Index DRIVE, conçu pour évaluer et suivre le niveau d'attachement symbolique des communautés à l'État — et leur distance vis-à-vis de l'influence des GEV.

Il vise donc à proposer des leviers de résilience qui permettent aux localités du nord de la Côte d'Ivoire de se prémunir contre l'avancée des GEV telle qu'elle a été observée dans les pays

frontaliers. L'avancée des GEV est ici considérée comme une extension de la zone d'influence de ces groupes ; ces derniers disposant d'une variété de registres d'action et de divers modes d'infiltration⁷. Ceux-ci peuvent adopter une typologie violente (par exemple, des attaques sur les marchés, vols de bétail, braquage, enlèvements de riches commerçants) ou se présenter sous des formes plus tacites (présence de personnes inconnues proposant de construire une mosquée, achats massifs de vivre, présence massive de bétail au marché...)⁸.

Cela implique, au préalable, de réduire l'acceptabilité sociale des GEV pour **réduire leur capacité d'infiltration au sein des communautés**. En effet, l'avancée territoriale de ces groupes dépend en partie de la capacité de résistance des forces de sécurité locales ; la perméabilité des localités est en partie un défi sécuritaire. Néanmoins, de nombreuses recherches montrent que les stratégies d'infiltration de ces groupes dans les communautés reposent également sur leur capacité à être localement acceptés⁹. Les GEV exploitent souvent les griefs socio-économiques¹⁰, les tensions intercommunautaires¹¹ et les lacunes dans la prestation des services publics¹² pour gagner le soutien ou du moins la neutralité ou l'indifférence des populations locales¹³. En d'autres termes, ces groupes sont performatifs dès lors qu'ils sont perçus comme une alternative aux institutions gouvernementales en place.

L'acceptabilité sociale peut prendre différentes formes : elle peut reposer sur des pratiques d'échanges économiques (des individus acceptant de faire une course pour le groupe en échange

⁵ Toutes les corrélations mentionnées dans ce rapport sont statistiquement significatives (lorsque la valeur p est inférieure à 0.05).

⁶ L'analyse de médiation a également été réalisée pour confirmer statistiquement le niveau de signification des liens entre les variables et les résultats du modèle. Cette analyse est utilisée pour étudier l'effet d'une ou plusieurs variables indépendantes sur une variable dépendante via une troisième variable (médiateur) ou une variable intermédiaire.

⁷ Nsaibia H. & Weiss C., (2018), Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso, CTS Sentinel, vol. 11, issue 3.

⁸ N'Goran P., Mossi A., Bleou B., (2023), C'est nous qu'on appelle les jihadistes. Etude sur les signaux d'alerte précoce de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du nord de la Côte D'Ivoire, EAI/USAID

⁹ UNICRI, (2018), « Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. », International Alert, UNICRI, 2018 ; Pellerin M., (2019), « Armed Violence in the Sahara. Are we moving from Jihadism to Insurgency ? », Etudes IFRI, November 2019 ; Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, Rapport Afrique de Crisis Group N°289, 3 juin 2020 ; UNICRI, (2020), Many hands on an elephant. What enhances community resilience to radicalisation into violent extremism?

¹⁰ Le Roux, (2019), Confronting Central Mali's Extremist Threat, Africa Center for Strategies Studies

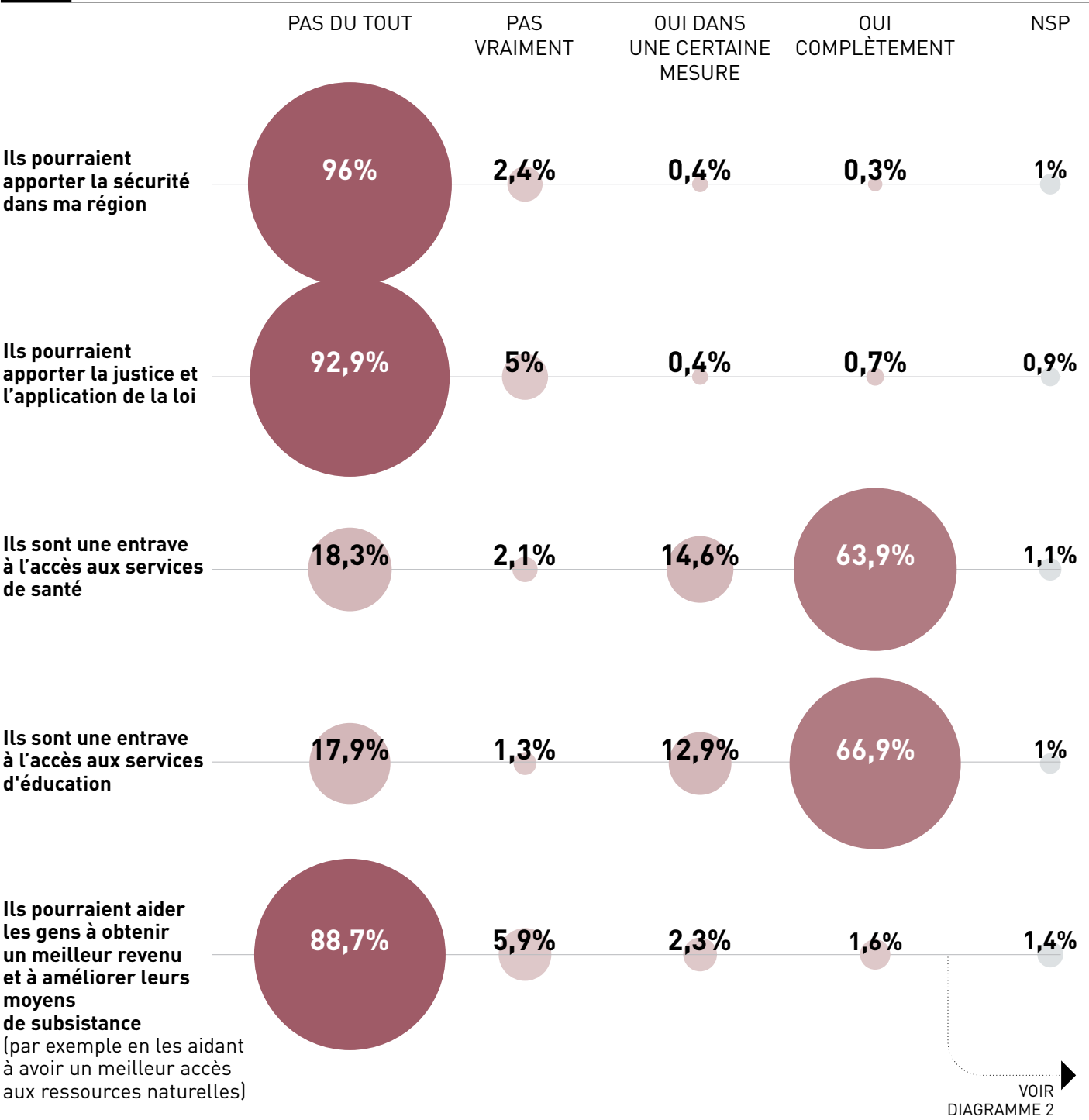
¹¹ Ammour, (2020), How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel, Africa Center for Strategies Studies

¹² Ojuelo O. et al., (2017), Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs, UNDP

¹³ Akindès F., et al. (2023), Analyse des dynamiques sociales et économiques pour la prévention de l'expansion des Groupes Extrémistes Violents (GEV) dans l'Espace Comoé (Côte d'Ivoire), EAI/USAID

d'argent), elle peut s'ancrer sur une posture de légitimation des capacités de gouvernance de ces groupes ou de refus de collaboration avec l'Etat ou encore impliquer une véritable coopération synonyme de remplacement de l'autorité étatique (des individus choisissant de se tourner vers les groupes armés en cas de délit ou de crime plutôt que de contacter les FDS). **L'acceptabilité sociale**

Diagramme 1 : Éléments de l'acceptabilité sociale des GEV



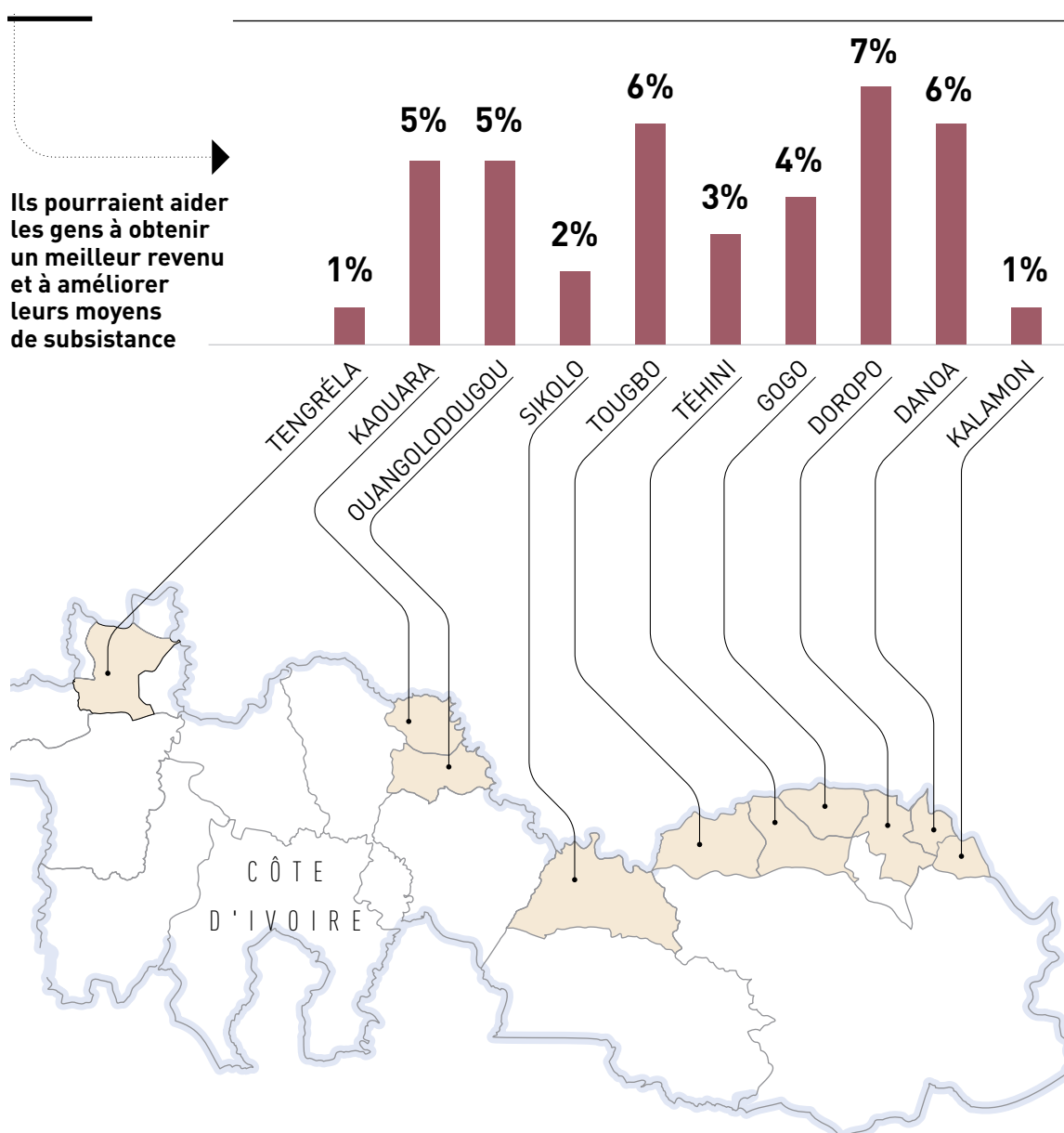
des GEV est ici appréhendée dans une perspective politique : elle illustre dans quelle mesure ces groupes sont considérés par la population comme des acteurs « capables » de prendre en charge certaines missions régaliennes.

Les données ci-dessus mettent en exergue le fait que le rejet systématique des GEV reste faible en 2014 (environ 4%), quand il s'agit de l'action de gouvernance proposée. En effet, en 2023, un peu plus d'une personne sur dix (15% des répondants en 2023) considère que ces groupes pourraient améliorer la situation socio-économique de leur localité.. Cela renforce l'hypothèse qui consiste à considérer qu'une localité est d'autant plus à risque lorsque la population envi-

sage ces groupes comme des « autorités » alternatives. Plus les individus considèrent que ces groupes peuvent faciliter leur quotidien et sont en ce sens capables de « remplacer l'Etat », plus il sera « facile » pour ces groupes de s'implanter localement.

La réduction de la menace EV exige également un effort de renforcement de l'attachement à l'Etat et à ses institutions. En effet, l'expansion des GEV se nourrit par ailleurs du détachement citoyen vis-à-vis de l'Etat. Dans une certaine mesure, institutions étatiques et GEV sont « en concurrence » puisque ces derniers cherchent à proposer une offre politique alternative à celle de l'Etat. L'extension de la zone d'influence des GEV se nourrit

Diagramme 2 : Légitimation des GEV pour des raisons économiques

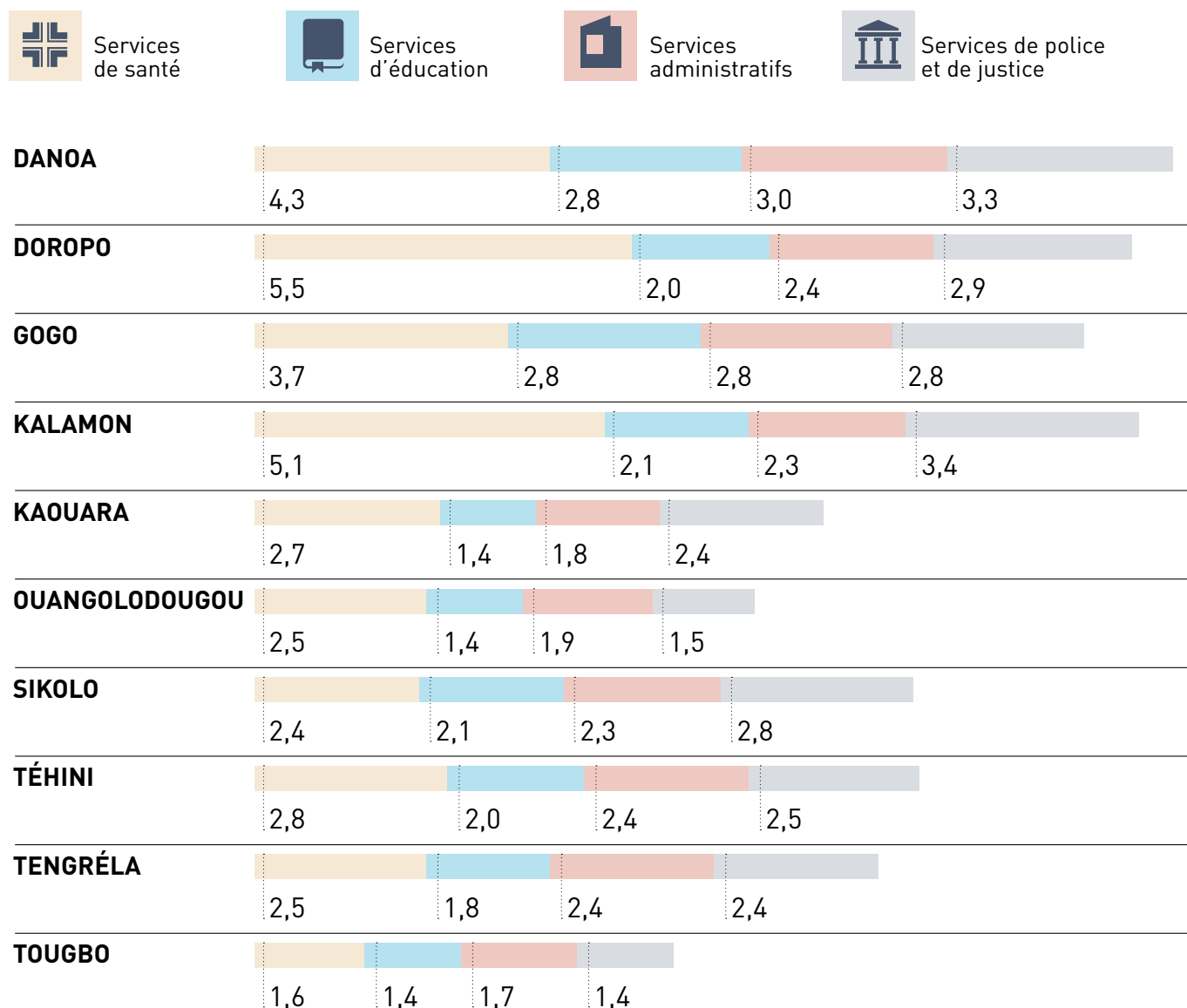


donc de l'érosion du crédit moral accordé aux institutions étatiques.

En ce sens, comme montré par de nombreuses études et expérimenté dans les pays du Sahel, la propagation des groupes dans la région se renforce dans les zones désertées par l'Etat ou dans lesquelles celui-ci est décrédibilisé en tant que puissance gouvernante¹⁴. Infiltration sociale des GEV et confiance dans l'Etat sont deux tendances concurrentes et incompatibles. La décision d'une personne de faire appel aux GEV pour gérer ses affaires courantes est généralement motivée par son manque de confiance envers les institutions existantes (ou lorsque ces institutions ne sont plus présentes ou visibles dans la

localité). La tendance au sein de la population à déconsidérer les services pourvus par l'Etat et à éviter de recourir à ses services témoigne d'un détachement problématique. Cette tendance illustre une perte de confiance vis-à-vis de l'Etat, une dynamique d'éloignement de la puissance légitime et peut donner lieu à la mise en œuvre de stratégies individuelles visant à « agir sans lui » même lorsque les services régaliens sont disponibles. La figure suivante illustre la tendance des individus à éviter d'utiliser les services publics locaux. Plus précisément, cela peut se traduire par le fait de préférer se faire soigner de l'autre côté de la frontière plutôt que dans les établissements de santé locaux, ou de refuser de se rendre aux administrations pour récupérer des documents

Diagramme 3 : Éloignement de l'Etat par sous-préfecture (scores mesurés sur une échelle de 0 à 10)



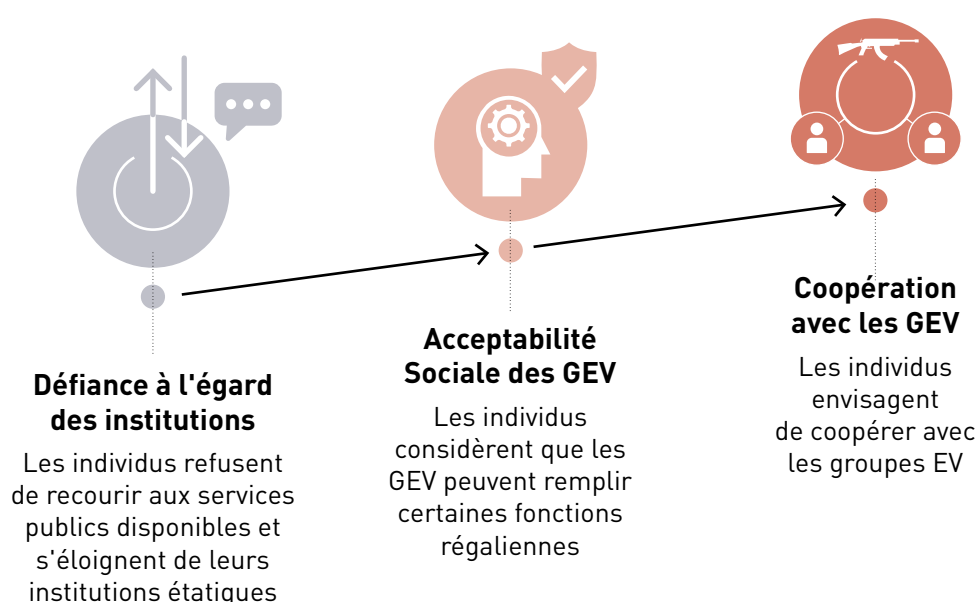
¹⁴ Hassan, Hamdy Abdelrahman, A New Hotbed for Extremism? Jihadism and Collective Insecurity in the Sahel (December 21, 2020). Asian Journal of Peacebuilding, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3752833>

d'identification, par exemple. En d'autres termes, plus les scores sont élevés, plus les habitants de la localité se distancient de l'État et choisissent de « faire sans lui », même lorsque ces services sont disponibles.

La capacité d'expansion de l'influence des groupes armés dans la région doit donc être appréhendée à travers deux dynamiques : la lente érosion de la relation à l'État, du crédit accordé à sa capacité à assurer ses missions régaliennes cumulé à un sentiment d'acceptabilité sociale des GEV et de légitimation de leur capacité à remplacer l'État. En résumé, le risque EV est ici conceptualisé dans une perspective politique comme un facteur

perturbateur de la cohésion sociale verticale. **La menace qu'il s'agit d'éviter est celle d'une tendance des citoyens à s'éloigner de l'État et à se rapprocher des GEV.** Le risque EV contribue à fragiliser le lien entre les citoyens et leurs institutions étatiques tout en s'en nourrissant. Il illustre un *continuum* et peut être illustré à travers trois paliers. Un premier indicateur informe sur la tendance d'un individu à éviter de recourir aux services publics disponibles dans sa localité et rend compte des tendances locales au détachement de l'État. Une deuxième étape consiste à considérer les GEV comme des autorités gouvernantes potentielles. Enfin, le troisième palier témoigne d'une inclinaison à vouloir éventuellement coopérer avec ces groupes¹⁵.

Diagramme 4 : Visualisation du risque EV



La menace EV s'appuie donc sur une trajectoire individuelle illustrant un décrochage citoyen vis-à-vis des institutions étatiques et un rapprochement vers les GEV comme « autorités » alternatives. **Plus ce comportement est partagé par les individus d'une localité, plus celle-ci est perméable à l'infiltration des GEV** (puisqu'il y aura davantage d'individus prédisposés à les

considérer comme de potentielles sources d'autorité). L'objectif de l'Index est d'identifier les conditions qui doivent au contraire permettre de prémunir les communautés contre ce risque. La variable d'intérêt sur laquelle repose l'architecture de l'Index est donc le symétrique opposé à cette menace : **l'immunité sociale de la localité face à l'attractivité et l'influence des GEV**¹⁶.

¹⁵ Plus précisément, il illustre une disposition individuelle à remplacer la puissance étatique par les GEV (il s'agit ici de citoyens qui, en cas de situation de délit ou de crime, envisagent de se tourner vers ces groupes plutôt que vers les FDS par exemple).

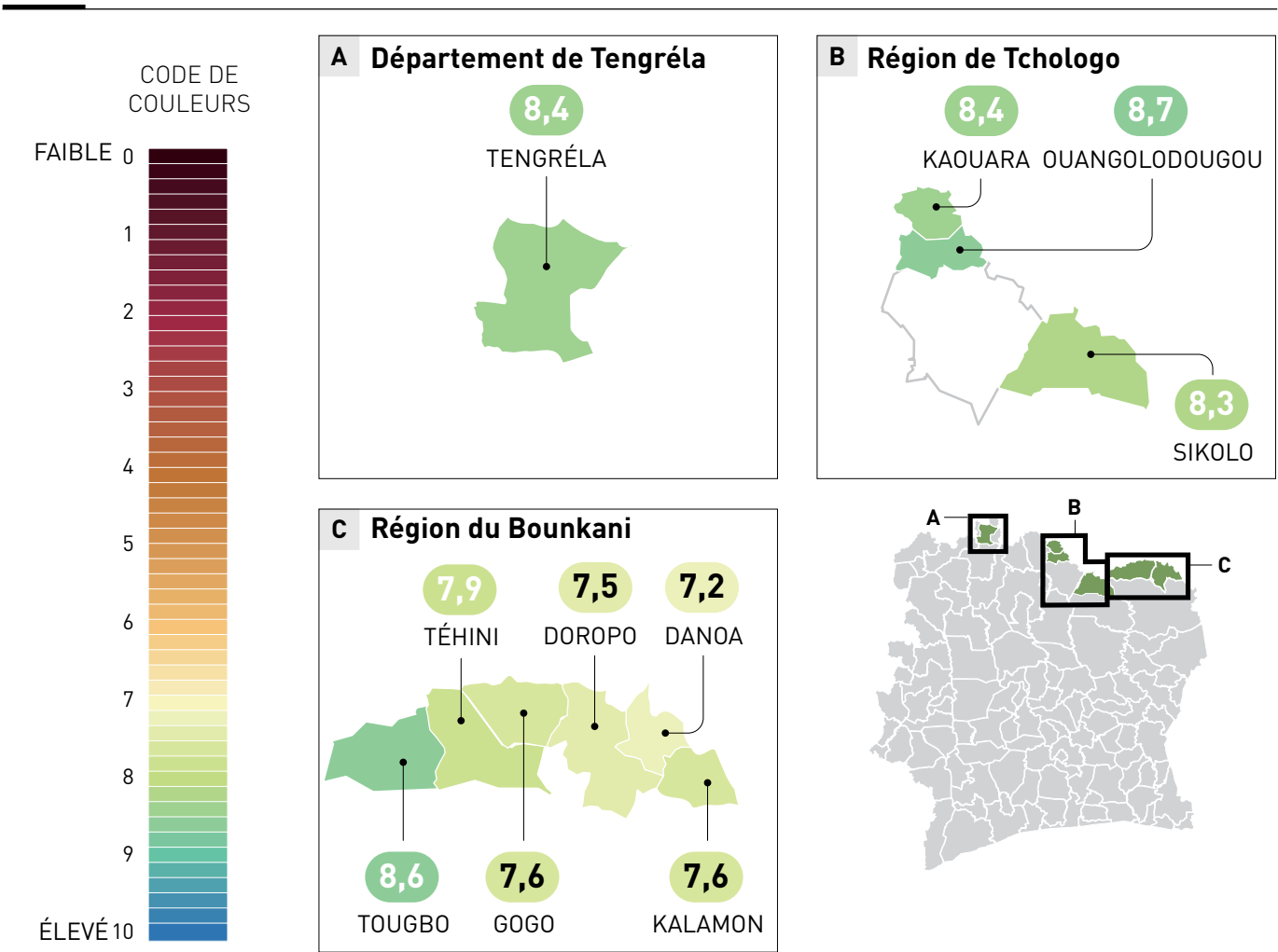
¹⁶ La variable d'intérêt est construite à partir de la combinaison des trois indicateurs mentionnés dans la Figure 3. Comme tous les autres indicateurs composant l'Index, elle a fait l'objet d'une série de validations statistiques (analyse factorielle et Cronbach alpha) permettant de confirmer sa fiabilité, sa validité et sa pertinence pour mesurer le phénomène étudié.

1.3 L'immunité sociale comme variable d'intérêt centrale

Conformément à l'approche conceptuelle de résilience, utilisée dans la première version de l'Index en 2023, les analyses ont été menées sur un objectif de développement positif¹⁷. **Il s'est donc agide conserver le principe de l'exact opposé de la perméabilité, à savoir l'immunité sociale face à la menace EV.** Une situation d'immunité sociale illustre une configuration dans laquelle les individus se sentent proches de l'Etat, ils ont recours aux services publics offerts, ils récusent les groupes armés comme potentiels forces de gouvernance alternatives et enfin les individus refusent de coopérer avec eux.

Puisque les GEV proposent une « offre » qui entre en concurrence avec celle de l'Etat, l'objectif de l'Index est de fournir les éléments qui puissent permettre aux communautés de ne pas céder à la tentation de cette offre alternative. L'immunité sociale rend compte ici du niveau d'insensibilité général à l'attractivité et l'influence des GEV. Dans cette perspective, **l'immunité sociale illustre une configuration locale de « résistance sociale » accrue à l'influence et à l'essor territorial des GEV.** Une communauté dotée d'une forte immunité sociale rend plus difficile l'infiltration des GEV dans le tissu social – car les individus y maintiennent un lien fort avec l'État et refusent de percevoir les groupes armés comme des alternatives légitimes.

Diagramme 5 : Scores de l'immunité sociale l'influence des GEV



¹⁷ Bujones A.K., Jaskiewicz K., Linakis L., McGirr M., [2013], A Framework for Analyzing Resilience in Fragile and Conflict-Affected Situations, Columbia University, SIPA

Sur la base des données ci-dessus, les localités de l'étude apparaissent dans les mêmes ordres d'importance selon le niveau de l'immunité sociale. Ces scores sont nettement plus élevés que ceux de 2023, où le score le plus faible était de 6.5 sur 10 (Tengréla). L'index est précisément construit pour faire en sorte que nul ne soit prêt à considérer ces groupes comme des autorités alternatives à l'Etat et qu'il informe sur les conditions qui renforcent l'immunité sociale des localités face à l'attractivité et à l'influence des GEV. Pour ce faire, les analyses statistiques ont identifié dans un premier temps les facteurs de stress qui concourent à fragiliser cette immunité. Il s'agit donc de dynamiques qui tendent à créer un terreau fertile pour l'expansion de ces groupes armés. Dans un second temps, l'Index dresse l'inventaire des leviers de résilience, c'est-à-dire des capacités locales qui permettent à certaines communautés de s'adapter aux facteurs de stress contextuels pour se prémunir contre l'infiltration sociale des GEV.

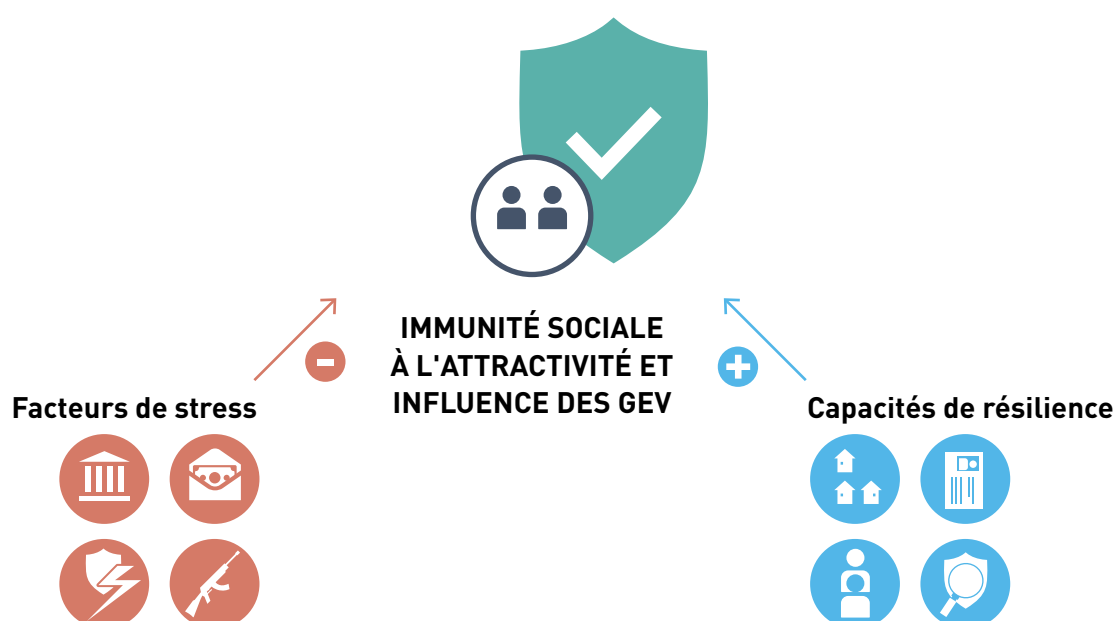
1.4 Conceptualisation de la résilience

L'Index de Résilience propose un cadre d'évaluation de la capacité des communautés vivant dans la zone

d'implémentation de l'étude à faire face, à s'adapter et à se rétablir face aux chocs (attaques terroristes) et aux facteurs de stress (conséquences socioéconomiques liées aux déplacements de populations vers la zone, dynamiques concurrentielles accrues autour de la terre, marginalisation, rapports compliqués aux FDS...) exploités par les GEV dans le Nord de la Côte d'Ivoire. **La construction de l'outil s'appuie donc sur un triple séquençage : évaluation du niveau d'immunité sociale face à l'attractivité et à l'influence des GEV, les facteurs de stress qui concourent à fragiliser cette immunité sociale et enfin les capacités de résilience qui permettent aux communautés de parer l'avènement du risque malgré les chocs et stress subis.**

L'Index se présente donc comme un inventaire des capacités résilientes permettant de surmonter des chocs et stress locaux et de préserver l'immunité sociale face aux GEV. La combinaison des résultats de deux types d'analyses (modèle prédictif et analyse de résilience)¹⁸ a permis d'identifier à travers différents angles, les forces et les faiblesses des communautés face à la menace des GEV. Ils sont autant de points d'entrées programmatiques pour éviter que l'influence des GEV ne s'étende dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Diagramme 6 : Modèle conceptuel de l'Index de résilience



¹⁸ Voir méthodologie en introduction.

2 Cadre d'analyse

2.1 Évolution géographique et méthodologiques de DRIVE 2024

Dans le cadre de la construction de l'Index de Résilience à l'Extrémisme Violent, une approche méthodologique mixte a été menée mêlant enquête qualitative et quantitative. Avant l'avènement de cet Index, et dans le cadre du programme Résilience pour la Paix, de nombreuses recherches qualitatives ont été menées et ont permis d'éclairer les dynamiques locales liées aux phénomènes d'extrémisme violent dans le nord du pays. La construction de l'Index s'est donc, dans un premier temps, basée sur ces recherches empiriques et un travail systématique de revue de littérature a été mené pour intégrer les travaux existants.

Une seconde phase de collecte qualitative a été mise en œuvre en août 2023 spécifiquement pour la construction de l'Index. Elle a consisté à la tenue de plus d'une dizaine de Focus Groups auprès de femmes, de jeunes et d'âînés sociaux dans chacune des localités couvertes par l'Index. Par ailleurs, une série d'entretiens individuels directs avec des personnes ressources a également été mise en œuvre. Des chefs de village, des sous-préfets, des Dozos, des agents de santé, des représentants des Forces de Défense et de Sécurité etc. ont ainsi été consultés et interrogés afin d'obtenir leur compréhension des dynamiques locales liées à la résilience à l'extrémisme violent. Depuis la première version de l'Index, cette collecte qualitative a été renforcée par de nombreux cycles de consultations et d'interprétation qua-

litative avec les communautés, en vue d'enrichir les résultats statistiques de la compréhension contextuelle la plus complète.

La phase quantitative, pour la deuxième itération de l'Index, s'est déroulée en décembre 2024. Un questionnaire (questions fermées) a été administré à 1451 répondants choisis de manière aléatoire sur le territoire concerné par l'étude. Un travail de randomisation a été effectué en amont de manière à obtenir des résultats représentatifs à l'échelle des sous-préfectures (mais également en fonction du genre, de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle et autres).

2.2 Analyses associées à l'Index DRIVE

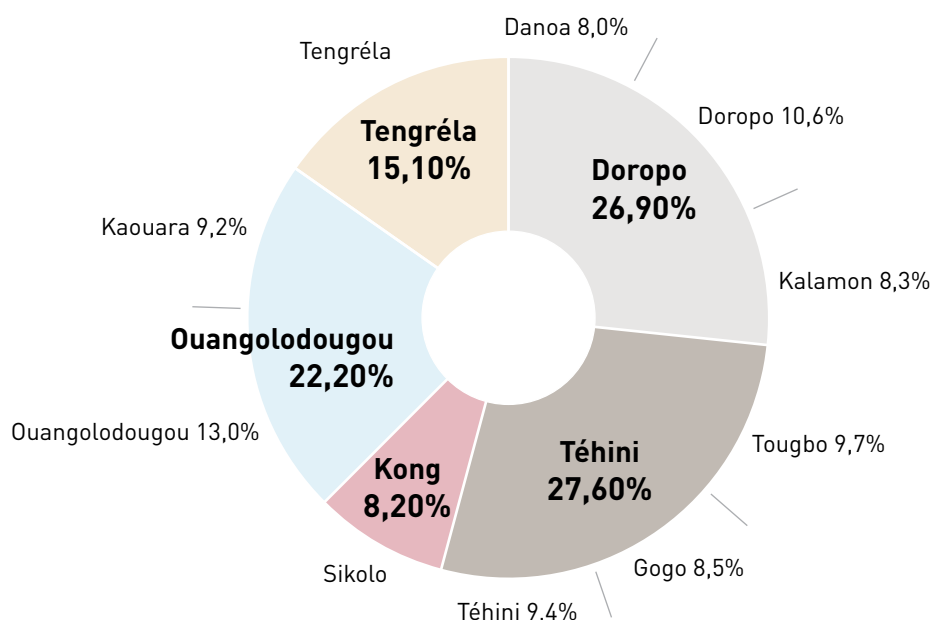
L'analyse prédictive comme méthode d'identification des chaînes de causalité

La variable d'intérêt du modèle est l'immunité sociale à l'attractivité et à l'influence des GEV. Le modèle prédictif informe sur l'ensemble des phénomènes qui « causent » l'immunité. En d'autres termes, la figure 8 visualise l'ensemble des chaînes de causalité qui peuvent renforcer ou réduire l'immunité sociale¹⁹. Le modèle fait apparaître deux « vagues » d'effets : il y a dans un premier temps les prédicteurs directs de l'immunité sociale (Ressentiments à l'égard des FDS, Trouble de Stress Post-Traumatique, Corruption perçue, Tendance à coopérer avec les FDS, Accès aux services) puis des prédicteurs indirects c'est-à-dire des phénomènes qui « causent » les déterminants directs (les indicateurs sur la gauche de la figure).

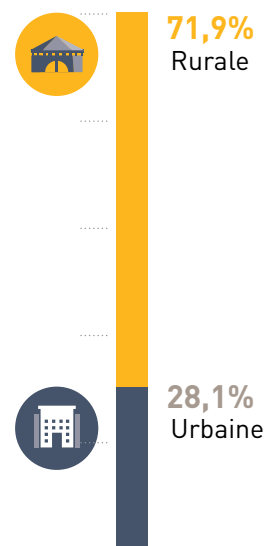
¹⁹ Chaque flèche illustre une causalité. Celle-ci peut être positive (l'augmentation du phénomène X renforce le phénomène Y) ou négative (l'augmentation du phénomène X affaiblit le phénomène Y). Les flèches bleues décrivent des enchaînements qu'il faut encourager (ils renforcent l'immunité sociale) tandis que les flèches rouges décrivent des enchaînements à éviter (ils fragilisent l'immunité sociale). Par ailleurs, pour faciliter la lecture du visuel, des couleurs ont été appliquées pour permettre de catégoriser la diversité des phénomènes en jeu. Ainsi, les boîtes orange renvoient à l'environnement sécuritaire, les boîtes jaunes renvoient à la cohésion sociale verticale (relations aux institutions), les boîtes bleues renvoient à la cohésion sociale horizontale (relations intra et intergroupes), les boîtes grises renvoient aux idéologies et enfin les boîtes violettes renvoient aux mécanismes locaux de gestion des conflits.

Diagramme 7 : Distribution de l'échantillon 2024

Departement et Sous-prefecture

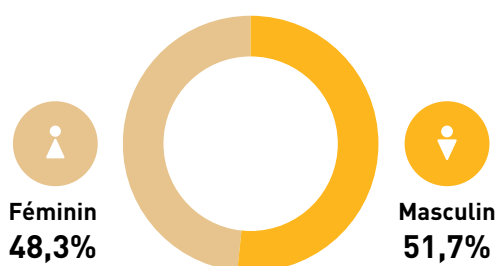


Urbanité

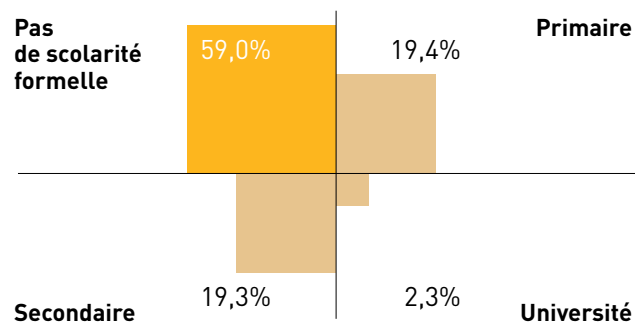


Population

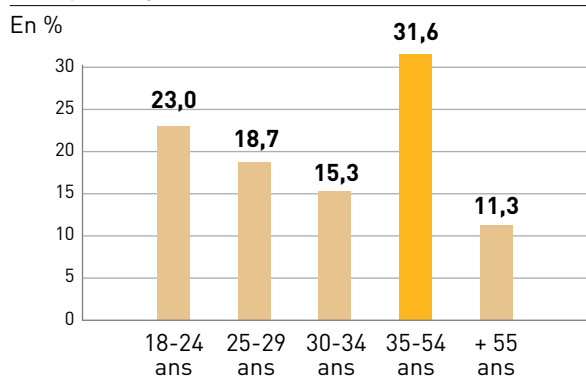
Genre



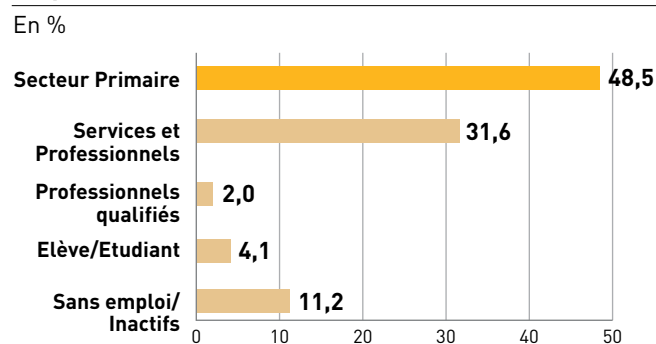
Niveau d'éducation



Groupe d'âge



Emploi



Analyse de résilience comme méthode d'identification des capacités d'adaptation

La variable d'intérêt du modèle est double : elle mesure l'adhésion des individus à l'État et la tendance des individus à rejeter les GEV. La figure fait dans un premier temps apparaître les facteurs de stress (en rouge). Ceux-ci décrivent les conditions, statistiquement identifiées, qui érodent l'immunité sociale. En d'autres termes, ils illustrent un terreau fertile facilitant l'expansion

de l'influence des GEV. Les phénomènes en vert sont, eux, des facteurs de résilience car ils ont été identifiés comme des ressources qui permettent de résister aux adversités. En d'autres termes, si deux communautés sont simultanément soumises aux mêmes niveaux d'adversité (phénomènes en rouge), celle qui dispose des ressources (en vert) se montrera davantage « équipée » pour parer à l'influence des GEV.

Diagramme 8 : Résultats du modèle prédictif

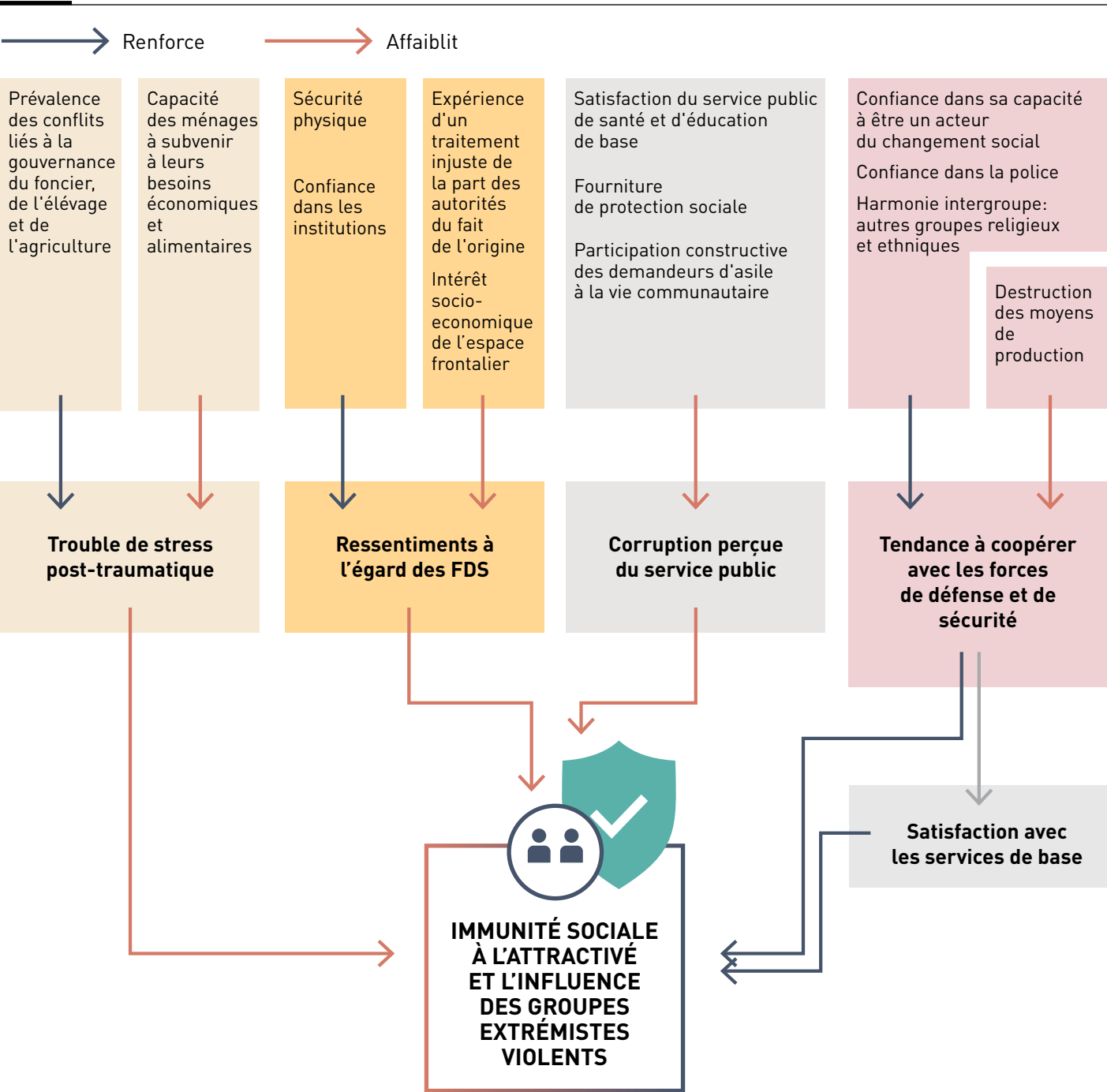
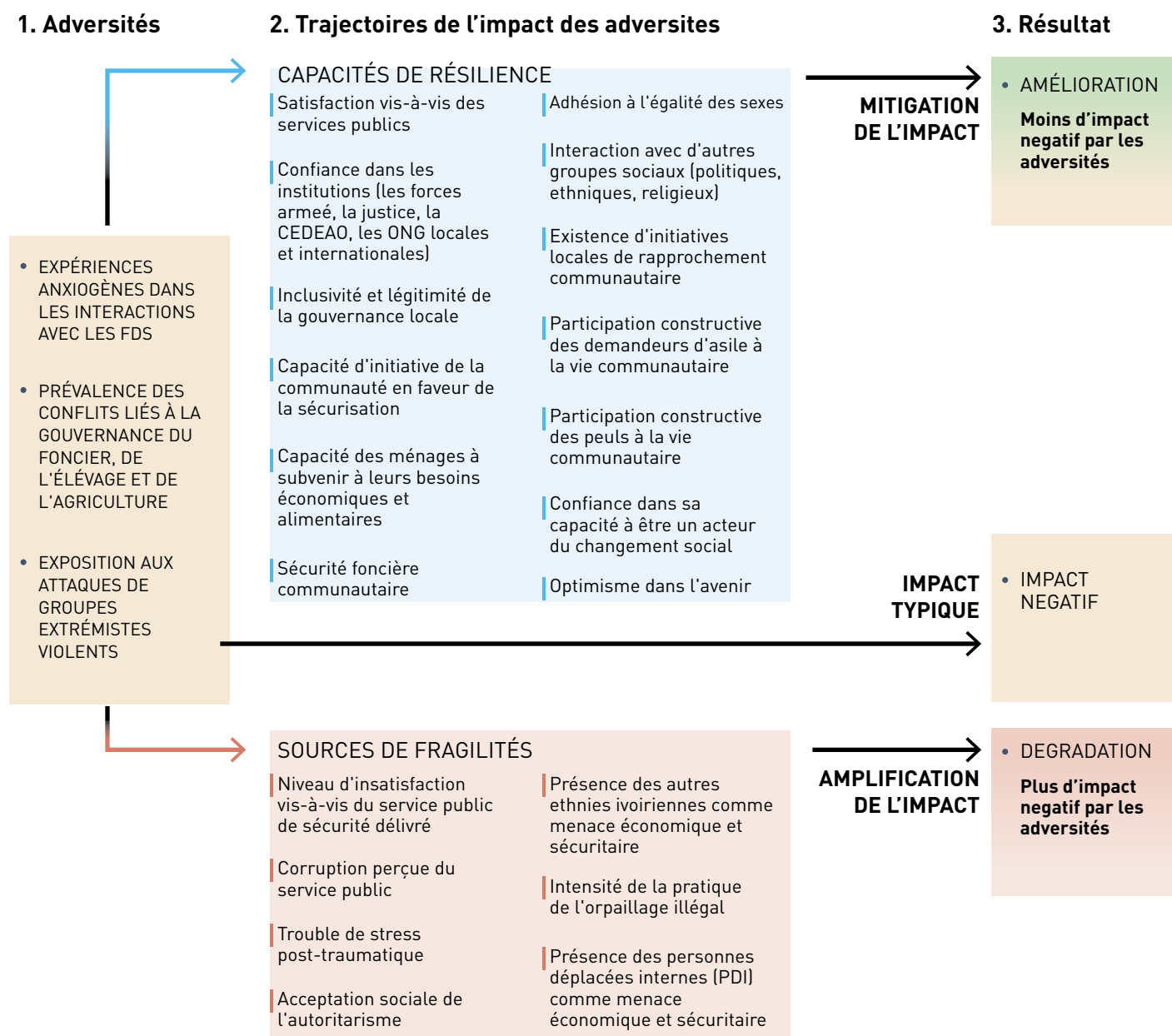


Diagramme 9 : Résultats de l'analyse de résilience



2.3 Stresseurs et Capacités de résilience 2024

Les deux analyses, bien qu'empruntant des techniques statistiques différentes, permettent d'apporter des enseignements complémentaires sur les facteurs de stress qui minent l'immunité sociale des communautés à l'influence des GEV comme sur les capacités de résilience qui renforcent les communautés face à cette menace. Pour faciliter la compréhension des deux analyses menées, les résultats de chacune d'entre

elles ont été combinés et ramenés sous la forme d'un visuel unique.

Tous les indicateurs mentionnés dans le diagramme 10 ont été statistiquement identifiés par l'une des deux analyses (diagramme 8 et 9). Conformément au modèle conceptuel de résilience adopté (voir diagramme 6), ces indicateurs sont catégorisés en facteurs de stress et en capacités de résilience. Ils agissent comme :

- **Des éléments fragilisant l'immunité sociale :** ils illustrent donc des dynamiques qui configurent

Diagramme 10 : Stresseurs et Capacités de résilience, 2024

CATÉGORIE		DIMENSION	VARIABLE
Stresseurs		Cohésion sociale	- Expérience d'un traitement injuste de la part des autorités du fait de l'origine - Présence des autres ethnies ivoiriennes comme menace économique et sécuritaire - Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire - Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture
		Gouvernance et relation avec l'État	- Déficit de confiance dans les institutions - Corruption perçue du service public - Niveau d'insatisfaction vis-à-vis du service public de sécurité délivré - Expériences anxiogènes dans les interactions avec les FDS - Acceptation sociale de l'autoritarisme
		Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture	- Sentiment d'insécurité - Suspicion d'actions imputables aux groupes extrémistes violents - Intensité de la pratique de l'orpaillage illégal - Intérêt socio-économique de l'espace frontalier - État de stress post-traumatique
Capacités de résilience		Gouvernance et relation avec l'État	- Satisfaction du service public de santé et d'éducation de base - Satisfaction du service public d'eau, d'assainissement et d'électricité - Recours aux FDS - Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation - Inclusivité et légitimité de la gouvernance locale
		Moyens de subsistance	- Sécurité des moyens de production - Sécurité foncière communautaire - Capacité des ménages à subvenir à leurs besoins économiques et alimentaires
		Cohésion sociale	- Existence d'initiatives locales de rapprochement communautaire - Interaction avec d'autres groupes sociaux - Participation constructive des peuls à la vie communautaire - Participation constructive des demandeurs d'asile à la vie communautaire
		Bien être psychosocial et valeurs	- Adhésion à l'égalité des sexes - Optimisme dans l'avenir - Confiance dans sa capacité à être un acteur du changement social

un terreau fertile à l'expansion et à l'infiltration des GEV.

- **Des éléments renforçant l'immunité sociale :** ils illustrent donc des vecteurs de résilience car ils permettent de maintenir le niveau d'immunité intact malgré l'exposition aux facteurs de stress existants.

Pour faciliter la lecture et la mise en œuvre de l'Index, le présent rapport doit donc être considéré comme une checklist des facteurs de stress et des capacités de résilience qui composent l'outil. Ils sont vingt-neuf au total (14 facteurs de stress et 15 capacités de résilience). Ces leviers ont ensuite été organisés en dimensions pour permettre

une lecture davantage simplifiée et contextualisée de l'outil.

Ce sont :

- **La Cohésion sociale**
- **La Gouvernance et relations avec l'État**
- **L'Environnement sécuritaire**
- **Les moyens de subsistance**
- **Le Bien-être psychologique**

Le présent rapport doit donc être considéré comme une notice, un guide d'utilisation de l'Index. Il s'agit d'un guide de lecture de l'outil qui rend compte des indicateurs qui composent sa structure.



Ajustement de l'Index DRIVE entre 2023 et 2024 : Indicateurs sortis et indicateurs entrants

L'itération 2024 de l'outil DRIVE a induit une actualisation du contenu de l'Index, avec la sortie de certains indicateurs de l'édition 2023 et l'entrée de nouveaux. Ces ajustements reflètent l'évolution du contexte sécuritaire et des dynamiques locales, ainsi qu'un affinement méthodologique visant à mieux cerner les facteurs influençant l'immunité sociale des communautés du nord de la Côte d'Ivoire.

Parmi les indicateurs sortants figurent « l'Exposition directe aux attaques des GEV », qui n'apparaît plus comme un stressor influençant l'immunité. De même, les « Mécanismes de résolution des conflits » et la « Gestion des ressources naturelles », bien que toujours pertinents pour la cohésion sociale, ne sont plus identifiés comme des capacités de résilience dans le modèle 2024. Il en est de même pour la « Cohabitation intercommunautaire », qui voit également son rôle de capacités de résilience s'atténuer au profit d'indicateurs plus ciblés.

Ces ajustements sont compensés par l'introduction de nouveaux indicateurs, qui traduisent une compréhension plus fine des ressorts de la résilience. La « Santé mentale », mesurée à travers l'état de stress post-traumatique, et la « Sécurité des moyens de subsistance » émergent comme des dimensions critiques. Leur intégration confirme le lien étroit entre bien-être psychosocial, stabilité des moyens de subsistance et résilience à l'extrémisme violent.

Ce recalibrage renforce la pertinence opérationnelle de l'Index DRIVE. Il permet de mieux saisir la complexité des trajectoires individuelles et collectives face à la menace extrémiste, en accordant une place centrale aux dimensions psychologiques et économiques, désormais identifiées comme des leviers fondamentaux de la résilience.

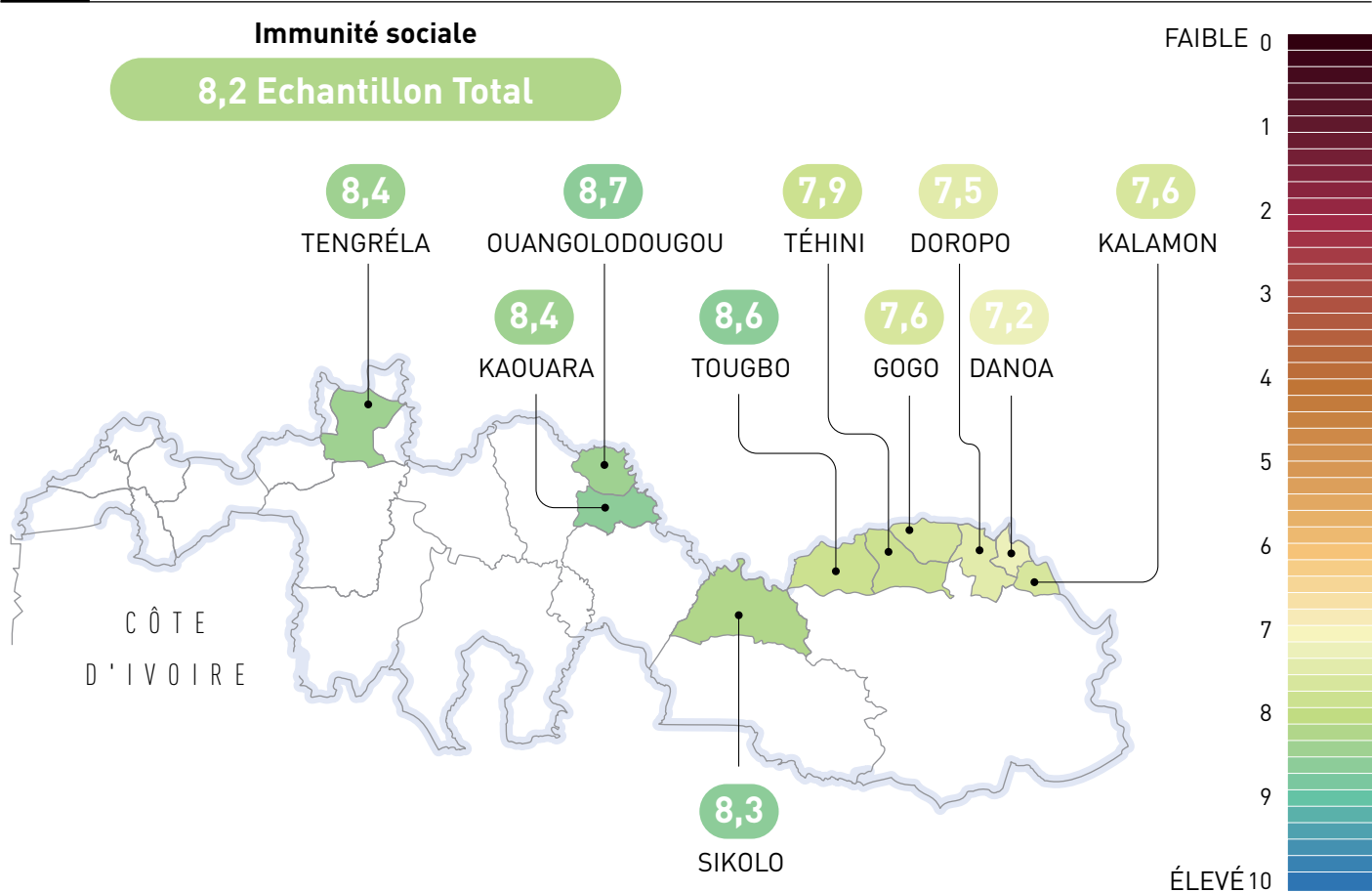
3 Résultats DRIVE 2024

3.1 Analyse détaillée des scores d'immunité sociale

La cartographie de l'immunité sociale en 2024 révèle un paysage contrasté, marqué par d'importantes disparités territoriales. Avec un score moyen de 8.2, le niveau global de résilience face à l'influence des Groupes Extrémistes Violents (GEV) reste notable, mais cache des réalités locales divergentes.

Quatre localités se distinguent par une immunité sociale particulièrement robuste : Ouangolodougou (8.7), Tougbo (8.6), Tengréla (8.4) et Kaouara (8.4). À l'inverse, trois autres enregistrent des scores reflétant une perméabilité relative aux influences extrémistes et requièrent une attention particulière : Gogo (7.6), Kalamon (7.6) et Doropo (7.5). Enfin, Téhini (7.9) et Sikolo (8.3) se situent dans une fourchette intermédiaire, bénéficiant d'une position plus favorable que les localités les plus vulnérables, bien que Sikolo demeure légèrement au-dessus de la moyenne.

Diagramme 11 : Scores de l'immunité sociale



Dans les localités communes aux cycles DRIVE 2023 et DRIVE 2024 (Téhini, Tengréla, Tougbo et Gogo), les scores d'immunité sociale font apparaître des trajectoires différenciées, marquées par une tendance générale à l'amélioration, bien qu'à des rythmes variables.

Tengréla, qui affichait le score d'immunité sociale le plus faible en 2023 (6.5), enregistre une progression significative pour atteindre 8.4 en 2024. Cette hausse de 1.9 point représente l'amélioration la plus importante parmi les localités communes. De son côté, Gogo montre une nette amélioration, son score passant de 7.1 en 2023 à 7.6 en 2024.



Regagner le cœur des populations en revisitant la gouvernance

Drive 2023 avait montré que Tengréla était le département dans lequel la tendance à légitimer les groupes extrémistes violents était la plus forte : **3.82 pour Débété et 3.38 pour la sous-préfecture de Tengréla sur une moyenne de 2.92**. Cet indicateur avait particulièrement bouleversé les autorités administratives de cette localité à la suite de la présentation des résultats, suscitant par la même occasion une volonté forte d'inverser la tendance. Il était urgent pour elles de travailler à regagner le cœur et l'esprit de la communauté en se remettant en cause et en questionnant sa gouvernance. Partant donc du principe que si la population en général et les jeunes en particulier commencent à accorder le bénéfice du doute à des groupes extrémistes et à être constamment en tension avec l'Etat et ses représentants : « ils ont surement de bonnes raisons de l'être. Faut-il attendre que d'eux-mêmes ils reviennent à de meilleurs sentiments ? Faut-il les soumettre en utilisant les instruments les plus rigides de la force publique ? »

Le corps préfectoral, avec à sa tête madame le préfet, a opté pour une approche plus valorisante, plus constructive, qui montre un visage plus humain de l'Etat : « Nous nous sommes dit, si nous voulons améliorer les choses, c'est peut-être à l'Etat et à ceux qui le représentent d'aller à leur rencontre »^[1]

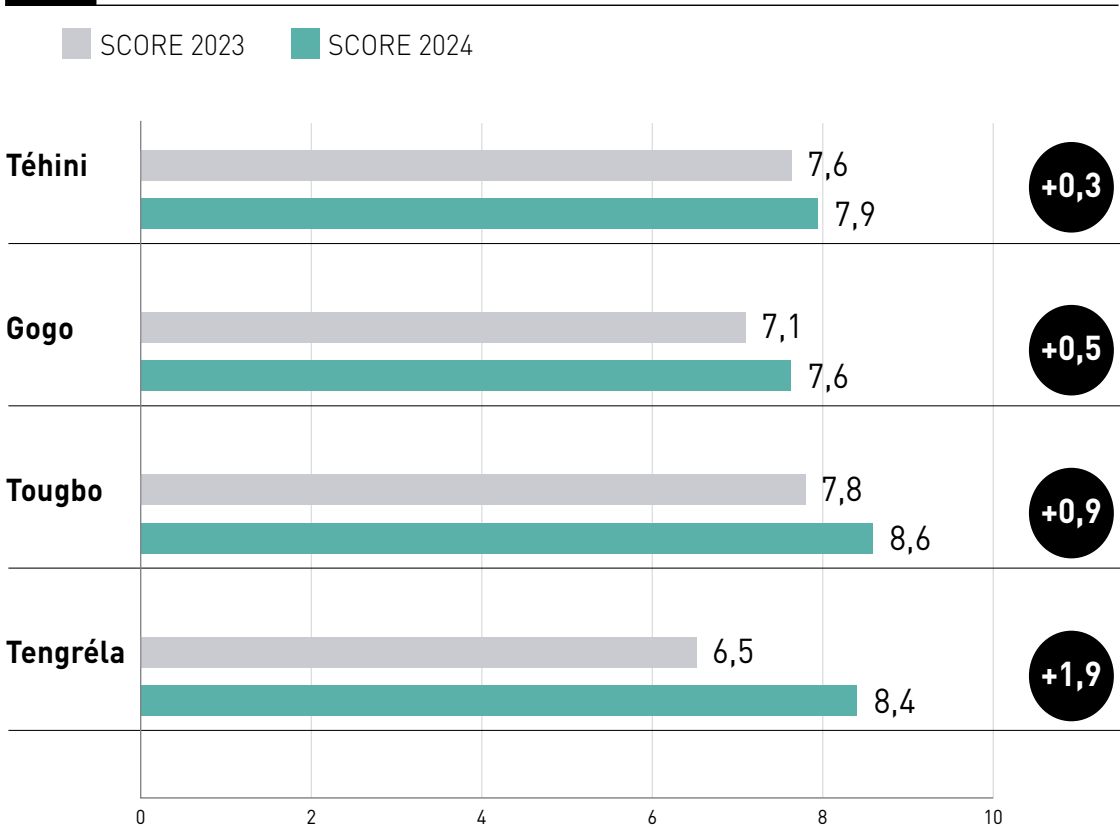
(Initiative) Ainsi, a-t-elle inscrit les cadres de dialogue avec les communautés au cœur de sa stratégie en organisant des visites dans les quartiers et les villages pour parler avec les populations. Cette initiative a permis d'identifier les sujets d'intérêts pour les communautés et de les intégrer, le plus possible, dans des cadres de concertation portant sur ces dynamiques qui les intéressent. Cette initiative a aussi et surtout permis de parler avec les populations par catégorie, afin que les spécificités de chaque catégorie soient prises en compte. Il y a des journées dédiées à la jeunesse au cours desquelles nous nous :

« Invitons dans le suivi des opportunités étatiques qui viennent à Tengréla pour être sûr que ce sont effectivement nos jeunes qui sont sur les listes. Nous sommes allés dans les locaux de l'Emploi Jeunes. Nous avons demandé à voir la liste des bénéficiaires des projets au niveau de Tengréla pour nous assurer que c'étaient effectivement des gens de Tengréla. On nous a présenté une liste sur laquelle nous avons constaté des irrégularités. Nous leur avons demandé de corriger cela rapidement et de nous les transmettre dans les plus brefs délais. Ce qui a été fait. Sous la supervision du sous-préfet, nous avons dressé une liste des jeunes potentiellement à risque et perçus comme vulnérables en lien avec la menace sécuritaire. Notre défi aujourd'hui c'est de leur trouver un emploi. Donc nous devons nous assurer que les opportunités prévues pour Tengréla profitent à des jeunes résidant à Tengréla. »^[2]

(Impact) : DRIVE 2024 montre que Tengréla est la sous-préfecture dans laquelle la tendance à légitimer l'action des groupes extrémistes est la plus basse sur l'ensemble des localités. Elle est ainsi **passée de 3.38 à 0.3**.

^[1] Madame le préfet ^[2] Madame le Préfet

Diagramme 12 : Variation 2023-2024 de l'immunité sociale



Téhini et Tougbo confirment, quant à eux, une trajectoire positive qui les maintient parmi les localités les mieux protégées contre l'influence des GEV, avec des scores respectifs passant de 7.6 à 7.9 pour Téhini, et de 7.8 à 8.6 pour Tougbo.

Parmi les localités uniques à DRIVE 2024, on observe un paysage contrasté. Ouangolodougou et Kaouara se distinguent par les scores d'immunité sociale les plus élevés, respectivement 8.7 et 8.4, dépassant ainsi les performances de localités historiquement résilientes. Danoa (8.2), Kalamon (7.6) et Kaouara (7.6) affichent des scores situés dans la moyenne haute, témoignant d'une capacité notable de résistance à l'influence des GEV.

En revanche, Doropo enregistre le score le plus faible du nouvel échantillon, avec 7.2, ce qui appelle une attention particulière dans les stratégies d'intervention futures.

Au-delà des critères géographiques, l'immunité sociale ne présente pas d'écart marqué selon le genre, avec un score identique de 8.2 pour les hommes et les femmes.

En revanche, des différences apparaissent selon le milieu de résidence : les zones rurales affichent un score de 8.6 contre 8.2 pour les zones urbaines.

Enfin, une relative homogénéité est observée entre les tranches d'âge, avec un léger avantage pour les plus de 55 ans (8.4) et les 18-24 ans (8.3), tandis que la tranche des 35-54 ans enregistre le score le plus bas (8.0).

3.2 Tendance générale de la situation de résilience dans les localités visitées

L'étude DRIVE 2024 identifie plusieurs dimensions critiques qui influencent l'immunité sociale des communautés face à l'extrémisme violent. Chaque dimension représente un levier potentiel de fragilisation ou de renforcement de la résistance collective. Ce diagnostic multidimensionnel révèle que l'immunité sociale repose sur un équilibre complexe entre facteurs de protection et facteurs de risque, chaque dimension interagissant

avec les autres pour déterminer la capacité des communautés à résister à l'extrémisme violent. La configuration spécifique de cet équilibre varie d'une communauté à l'autre, suivant le dosage particulier de ces dimensions.

3.2.1 Mécanismes de renforcement : les capacités de résilience

L'analyse des capacités de résilience révèle comment différents facteurs contribuent à protéger les communautés contre l'attractivité des groupes extrémistes violents.

Gouvernance et relation avec l'État : La satisfaction des services publics de santé, d'éducation et d'eau renforce l'attachement citoyen aux institutions, limitant ainsi le désengagement. Le recours aux FDS et l'implication communautaire dans la sécurisation témoignent d'une confiance active dans l'État et d'une co-responsabilité face aux défis sécuritaires. Enfin, une gouvernance locale perçue comme inclusive et légitime constitue un rempart essentiel contre l'attractivité des offres de gouvernance alternatives portées par les GEV.

Environnement sécuritaire : La perception d'un environnement sécuritaire stable constitue une capacité de résilience fondamentale. Elle se manifeste par un faible sentiment d'insécurité et une suspicion minimale d'actions imputables aux groupes extrémistes violents. Ces perceptions positives renforcent la confiance des communautés dans leur cadre de vie et leur capacité à vaquer à leurs activités quotidiennes sans crainte, ce qui réduit considérablement leur perméabilité aux récits de peur et de menace utilisés par les GEV pour obtenir une adhésion par la coercition ou la résignation.

Moyens de subsistance : La stabilité économique et la sécurité alimentaire jouent un rôle crucial dans la résilience. La sécurité foncière communautaire ancre les populations dans un cadre légal et institutionnel, renforçant leur attachement à l'État de droit. La capacité des ménages à subvenir à leurs besoins fondamentaux réduit leur vulnérabilité aux promesses économiques des groupes extrémistes.

Cohésion sociale : Les interactions positives entre groupes sociaux et l'existence d'initiatives

de rapprochement communautaire constituent des barrières efficaces contre la fragmentation sociale. La participation constructive des Peuls et des demandeurs d'asile, bien que perfectible, contribue à prévenir la création de griefs susceptibles d'être instrumentalisés par les GEV.

Bien-être psychosocial : L'optimisme dans l'avenir et l'adhésion forte à l'égalité des sexes renforcent la capacité des individus à résister aux discours de rupture. Ces valeurs démocratiques créent une incompatibilité idéologique avec les offres extrémistes, même si la confiance comme acteur de changement reste modérée.

3.2.2 Mécanismes de fragilisation : les stressseurs

Les stressseurs identifiés agissent comme des facteurs corrosifs pour l'immunité sociale, créant des conditions favorables à l'émergence de l'extrémisme violent.

Cohésion sociale: La perception des personnes déplacées internes comme menace et les tensions foncières fragmentent le tissu social et créent des lignes de fracture exploitables. Ces tensions autour des ressources génèrent des conflits locaux qui peuvent dégénérer en crises plus larges, affaiblissant la cohésion nécessaire à la résistance collective.

Gouvernance et relations avec l'État : La corruption perçue et la défiance envers les institutions minent la légitimité de l'État. L'acceptation sociale de l'autoritarisme témoigne d'une perte de confiance dans les mécanismes démocratiques, rendant les populations plus réceptives aux offres de gouvernance alternatives,.

Environnement sécuritaire: Le sentiment d'insécurité et la suspicion d'actions des GEV créent un climat de peur propice au développement de stratégies de survie incluant la collaboration avec des acteurs illégitimes. La restriction des libertés pour raisons de sécurité peut paradoxalement affaiblir la résilience collective.

Moyens de subsistance: L'intensité de l'orpailage illégal crée des zones de non-droit et normalise les interactions avec des acteurs hors cadre étatique. La dépendance à des revenus illicites fragilise l'attachement aux institutions légales

et peut créer des interdépendances dangereuses avec des groupes criminels ou extrémistes.

Bien-être psychologique: L'état de stress post-traumatique et les expériences anxiogènes

avec les FDS altèrent la capacité des individus à faire des choix éclairés. La détresse psychologique collective peut engendrer des comportements de repli ou de radicalisation propices à la sensibilité aux discours extrémistes.



Atelier avec les services étatiques déconcentrés du département de Tengrela pour présenter les données DRIVE qui peuvent informer leur bilan 2025 et leur plan d'action 2026

4 État des lieux cartographique par département

L'état des lieux par département présente la situation territorialisée des vulnérabilités et des atouts identifiés dans les cinq départements étudiés. Il vise à offrir une compréhension fine des dynamiques locales pour orienter les interventions différenciées selon les spécificités de chaque territoire. Pour chaque département, sont successivement présentées :

- **Les vulnérabilités principales nécessitant une attention prioritaire**
- **Les atouts stratégiques sur lesquels s'appuyer pour renforcer la résilience**
- **Un tableau récapitulatif synthétisant les phénomènes les plus marquants**

Cette approche permet d'identifier rapidement, pour chaque territoire, les leviers d'action les plus pertinents et les défis les plus urgents à relever.

4.1 Département de Doropo

Le département de Doropo comprend les sous-préfectures de Danoa, Doropo et Kalamon.

- **Vulnérabilités principales :** La sous-préfecture de Doropo fait face à un sentiment d'insécurité prononcé (4.4). Des enjeux de corruption perçue touchent à la fois Danoa (5.2) et Doropo (5.0), tandis que Danoa se distingue par un niveau d'orpaillage illégal particulièrement élevé (5.7).
- **Capacités principales de résilience :** La sous-préfecture de Doropo se caractérise par un recours notable aux FDS (5.8) et une forte adhésion aux valeurs égalitaires (7.9). Danoa bénéficie d'une sécurité alimentaire relativement bonne (5.5).



Drive 2024 montre que, sur l'ensemble des sous-préfectures où la collecte de données a été réalisée, Doropo est celle dans laquelle la tendance à coopérer avec les FDS en général et avec la gendarmerie en particulier, fait partie des plus élevées. 6 répondants sur 10 affirment qu'il existe un mécanisme de partage d'information et de collaboration avec les FDS dans leur communauté en vue d'assurer la sécurité des membres : Le score de l'indicateur « recours aux FDS » est le deuxième plus élevé parmi les sous-préfectures concernées avec 5,8 sur 10. « Tous les leaders communautaires, les présidents des quartiers, les présidents des jeunes, les responsables des femmes, même dans les villages, nous tous on a les contacts téléphoniques du commissaire, du CB, du sous-préfet pour qu'on puisse les informer dès qu'il y a quelque chose. Il y a la CCM aussi qui est là. On les connaît tous. Sur la plupart des pistes de contournement, il y a des corps habillés aussi. On peut dire que c'est peut-être pour prendre de l'argent aux gens qu'ils sont là. Mais le fait qu'ils soient là, ça permet de dissuader les personnes malintentionnées. » Tout ce dispositif est mis en place afin de faciliter les interactions formelles et informelles entre populations et FDS. Cette présence et cet accès perçu aux FDS sont présentés par les communautés comme un atout dans la réponse au risque de propagation de l'extrémisme violent.

4.2 Département de Kong

Le département de Kong comprend la sous-préfecture de Sikolo.

- **Vulnérabilités principales** : Sikolo présente une situation généralement moins préoccupante que la moyenne sur plusieurs indicateurs sécuritaires et institutionnels, avec des scores plus bas que la moyenne : sentiment d'insécurité (2,4/10), expériences anxiogènes lors des interactions avec les FDS (1,9/10), insatisfaction vis-à-vis du service public de sécurité (2,7/10) et déficit de confiance dans les institutions (2,0/10). En revanche, trois vulnérabilités se démarquent comme à surveiller, en raison de leurs scores dépassant la

moyenne malgré leur faiblesse. Il s'agit de la corruption perçue du service public (3,7/10), la perception des PDI et des autres groupes ethniques comme une menace économique et sécuritaire (respectivement 2,1 et 0,6).

- **Capacités principales de résilience** : Sikolo dispose de leviers communautaires solides, notamment une très forte satisfaction du service public de santé et d'éducation de base (8,2/10) et une sécurité foncière communautaire appréciable (6,6/10). À cela s'ajoutent une interaction positive avec d'autres groupes sociaux (7,2/10) et une participation constructive des Peuls à la vie communautaire (5,0/10), renforçant ainsi la cohésion sociale locale.



Quand bien même Sikolo ne faisait pas partie des localités de la phase pilote de DRIVE en 2023, une analyse participative des facteurs de stress et des capacités de résilience avait été conduite dans cette localité en juin 2024. Celle-ci avait en effet montré que les ressentiments vis-à-vis de l'Etat au sujet de la qualité de l'offre publique de santé et d'identification des personnes. Il y avait un sentiment partagé de frustration vis-à-vis de la délivrance du service public au niveau du centre de santé de la localité ainsi que du département d'Etat civil de la sous-préfecture : « A cause de l'argent qu'on doit payer là-bas et la façon que les femmes là nous reçoivent là-bas là, moi j'ai décidé de ne plus faire enfant. » « Tu vas faire demande d'extrait à la sous-préfecture. Tu vas payer, de fois 3000f, de fois 5000f. Mais tu vas défiler jusqu'à tu ne vas jamais avoir ton papier. Le jour où tu as la chance, devant toi, on enlève timbre sur papier de quelqu'un pour mettre sur pour toi. »

DRIVE 2024 a montré que la courbe de la perception des communautés a radicalement changé. Quand bien même elles considèrent qu'il restera toujours des efforts à faire, les communautés de Sikolo, déjà satisfaites de l'offre publique de sécurité depuis que les attaques ont été perpétrées dans la sous-préfecture en 2021, le sont davantage par rapport à l'amélioration dans la délivrance du service public de santé et de la sous-préfecture. Des améliorations qu'elles mettent au compte de l'analyse participative réalisée en juin 2024, en prélude à l'enquête quantitative dans le cadre de DRIVE : « On ne sait pas si c'est ce qu'on s'est dit l'année passée-là qui a fait changer les choses. C'est ce que nous on se dit en tout cas. Mais les choses ont beaucoup changé ici. Maintenant là, dès que tu rentres à l'hôpital, il y a quelqu'un qui te reçoit. Si tu viens avec un malade sur moto par exemple, les gens de l'hôpital là viennent à ta rencontre. Ils vont prendre ton malade pour aller s'occuper de lui sans te demander l'argent. » « A la sous-préfecture, il y a beaucoup de choses qui ont changé. Il y a beaucoup de gens. Et puis maintenant là c'est à l'ordinateur oh. Quand tu vas faire demande d'extrait, le sous-préfet est informé. Donc lui-même il suit ça de près. » Toute cette amélioration a renforcé leur confiance en l'Etat et en ses institutions, faisant de cette sous-préfecture, celle ayant le score de satisfaction le plus élevé sur l'ensemble des sous-préfectures 8.2

4.3 Département de Téhini

Le département de Téhini comprend les sous-préfectures de Téhini, Gogo et Tougbo.

- **Vulnérabilités principales** : Téhini présente des niveaux préoccupants de stress post-traumatique (4.0). Gogo se caractérise par une insécurité alimentaire critique (2.8) et une perception élevée des personnes déplacées comme menace (2.9). Tougbo affiche des scores préoccupants en matière d'orpaillage

illégal (5.1) et d'acceptation de solutions autoritaires (5.1).

- **Capacités principales de résilience** : La gouvernance locale est très bien perçue à Gogo (8.5). Les initiatives communautaires de sécurisation sont solides à Téhini (4.9), et l'adhésion aux valeurs égalitaires y est excellente (8.4). Tougbo bénéficie d'une participation constructive des demandeurs d'asile (4.9) et d'un bon niveau d'optimisme dans l'avenir (7.2).



Un modèle témoignant de cette capacité de résilience : celui de la communauté de Tougbô, dans le département de Téhini

La localité de Tougbo, qui a constitué la principale porte d'entrée des populations fuyant les zones de combat au Burkina et qui constitue depuis cette période l'épicentre de la menace terroriste du fait des régulières infiltrations, en est l'illustration. En dépit de tous ces risques liés à sa proximité géographique avec des zones supposées abriter des GEV et l'absence de mécanismes de contrôle de l'identité des personnes qui sont entrées sur le territoire ivoirien par cette localité, qui s'y sont installées ou qui faisaient régulièrement des aller et retour faisant d'elle la localité ayant le niveau de stress le plus élevé (80%), l'immunité sociale est l'un des plus élevés (8,6 sur 10). Les leaders de cette communauté avec l'appui des autorités administratives et sécuritaires ont pris la mesure de la situation dès les premières heures. Conscients qu'une réaction communautaire serait plus efficace pour atténuer les effets de ces risques sécuritaires, ceux-ci ont développé une batterie de réponses (Gestion apaisée de la diversité, le recours aux FDS, la gouvernance inclusive, la participation communautaire à l'action de sécurisation) reposant sur l'engagement communautaire et qui constituent jusqu'à ce jour des leviers de résilience solides qui contribuent à renforcer l'immunité sociale de cette localité face à l'influence et l'attractivité des GEV : « Depuis que la situation a commencé à se dégrader et puis nos frères (les demandeurs d'asile) ont commencé à venir, on s'est dit qu'il fallait taire nos querelles internes, s'asseoir pour se parler, mettre en place des choses ou bien mieux organiser si on le faisait déjà pour que ça ne nous touche pas aussi », chef de communauté.

Drive 2024 montre en effet que la capacité des leaders communautaires à gérer de façon apaisée la diversité sociale s'est améliorée passant de 6.3 en 2023 à 7.2 en 2024. Cette amélioration a été rendue possible grâce à une meilleure maîtrise de l'occupation territoriale et une meilleure implication des leaders des communautés arrivantes.

4.4 Département de Ouangolodougou

Le département de Ouangolodougou comprend les sous-préfectures de Kaouara et Ouangolodougou.

- **Vulnérabilités principales** : Le département fait face à des défis psychosociaux, avec un stress post-traumatique qui affecte significativement les populations de Kaouara (3.7) et Ouangolodougou (3.8).
- **Capacités principales de résilience** : Le département bénéficie d'une gouvernance locale perçue comme très inclusive, particulièrement à Kaouara (8.7). La sécurité alimentaire y est excellente (6.0) et le recours aux FDS est bien établi à Ouangolodougou (6.1).

4.5 Département de Tengréla

Le département de Tengréla comprend la sous-préfecture de Tengréla, qui constitue l'unique source de données pour ce département.

- **Vulnérabilités principales** : La sous-préfecture de Tengréla fait face à une économie informelle prédominante, avec un orpaillage illégal élevé (5.4). L'acceptation de solutions autoritaires y est également préoccupante (5.1).
- **Capacités principales de résilience** : Tengréla dispose d'un haut niveau de satisfaction vis-à-vis du service public de santé et d'éducation de base (7.8) et d'une sécurité alimentaire satisfaisante (5.5). La gouvernance locale y est perçue comme inclusive (7.9).



Ressentiments à l'égard des FDS

DRIVE 2023 a révélé un niveau de ressentiment vis-à-vis des FDS (3,1) qui, sans être critique, traduisait un malaise quant à la volonté des communautés à collaborer avec les FDS et à leur partager des informations. Plusieurs incidents avaient exacerbé ces ressentiments notamment la mort du conducteur de taxi-moto survenu en juillet causée par un policier sur une piste de contournement. Du point de vue des communautés, cette situation était la conséquence de l'intolérance et du manque de flexibilité dont faisaient preuve les corps habillés durant cette période où l'orpaillage clandestin était également très réprimé par la brigade de lutte contre l'orpaillage clandestin créé par l'Etat. Les contrôles des documents des engins à 2 et 3 roues étaient plus contraignants, tant à l'intérieur de la ville qu'en dehors

DRIVE 2024 a montré que cet indicateur s'est nettement amélioré passant à un score de 1,6 : « *Au moment où l'enquête se réalisait, il y avait encore des endroits où les gens pouvaient se débrouiller pour creuser l'or. Il y avait l'argent. Quand c'est comme ça, même si policier t'arrête et puis il te dit de payer 1000f, tu ne discutes même pas. On ne peut pas dire que tout est parfait mais ça allait bien en ce moment-là.* »

Qualité de l'offre publique de sécurité

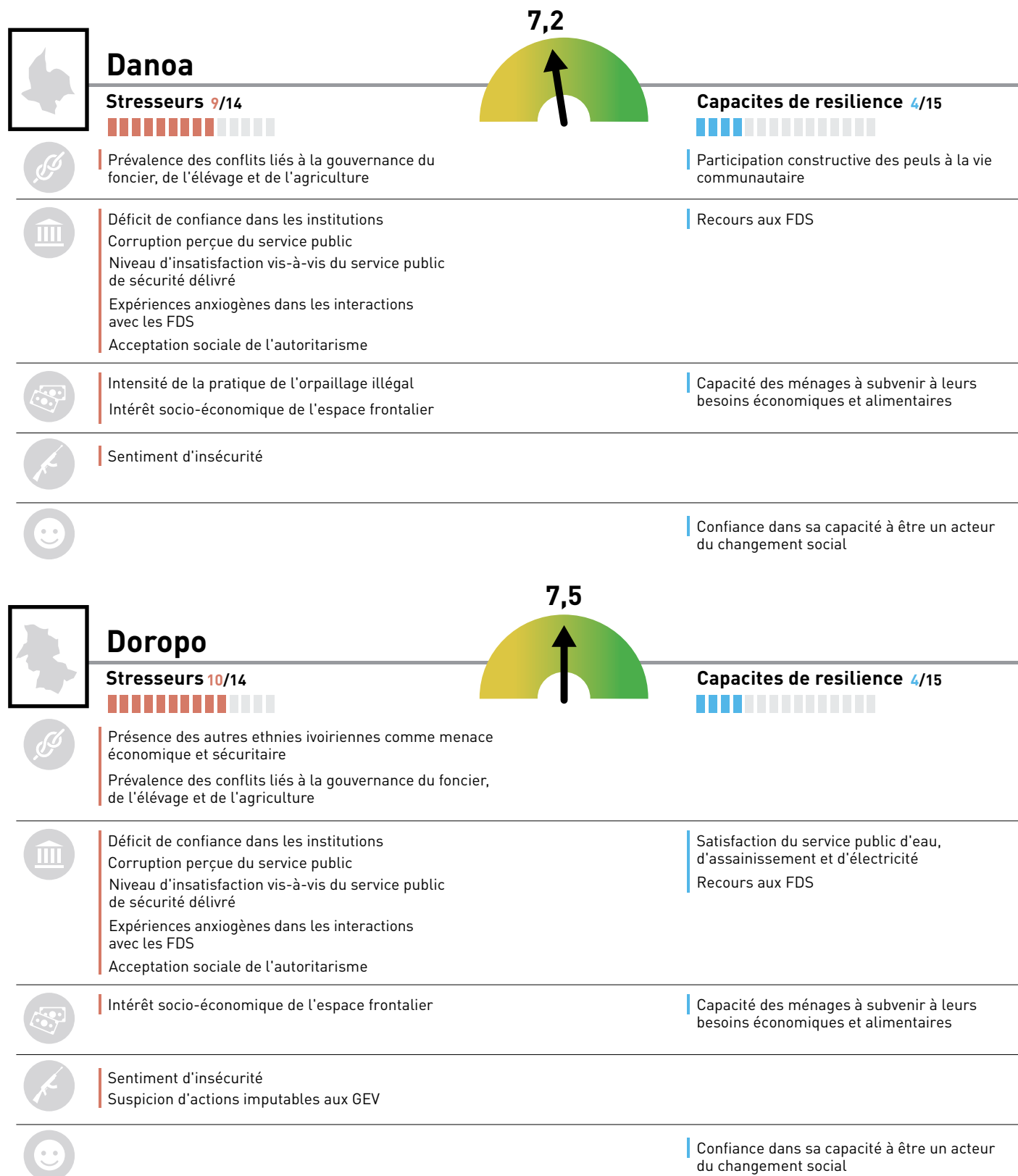
En outre, aussi bien en 2023 qu'en 2024, **la qualité perçue de l'offre publique de sécurité** est demeurée positive. Il s'est même amélioré passant d'un score de **7,0** en 2023 à **7,6** en 2024.

Pour le corps préfectoral et la CCM qui font le constat qu'il y a une conscience collective, au-delà des années, de la qualité perçue de l'offre de sécurité au niveau du département, il faut capitaliser sur cette capacité de résilience en invitant les FDS à privilégier le dialogue et la sensibilisation à la répression et au racket. La dynamique d'action collective dont a su faire preuve la CCM dans son fonctionnement à l'interne et dans l'accomplissement de ses missions, d'une part. Et les incessantes appels du corps préfectoral à plus d'humanisme et de flexibilité dans la délivrance du service de sécurité par les FDS et le respect de l'autorité, d'autre part ont permis de renforcer cette capacité de résilience

Diagramme 13 : Tableau récapitulatif des phénomènes les plus marqués par département

					
	Doropo	Kong	Téhini	Ouangolodougou	Tengréla
 Intensité très élevée (score 6-8)  Intensité critique (score 8-10)					
 Économie informelle (orpaillage)	 Danoa		 Tougbo		 Tengréla
 Corruption perçue	 Danoa  Doropo				
 Insécurité physique	 Doropo  Kalamon		 Gogo		
 Relations FDS-civils	 Kalamon				
 Services de sécurité	 Danoa  Danoa  Kalamon				
 Santé mentale (PTSD)			 Téhini		
 Insécurité alimentaire			 Gogo		
 Perception PDI			 Gogo		
 Acceptation autoritarisme	 Doropo		 Téhini		 Tengréla
 Confiance envers FDS	 Doropo			 Ouangolod.	
 Sécurité alimentaire	 Danoa			 Kaouara	 Tengréla
 Valeurs égalitaires	 Doropo		 Téhini	 Ouangolod.	 Tengréla
 Initiative communautaire	 Kalamon				
 Gouvernance inclusive	 Kalamon		 Gogo	 Kaouara  Ouangolod.	 Tengréla
 Sécurité foncière	 Kalamon			 Kaouara	 Tengréla
 Services sociaux		 Sikolo		 Kaouara  Ouangolod.	 Tengréla

Diagramme 14 : Scores





Kalamon

Stresseurs 9/14



Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture

7,4



Capacités de résilience 7/15



Existence d'initiatives locales de rapprochement communautaire

Interaction avec d'autres groupes sociaux

Participation constructive des peuls à la vie communautaire



Déficit de confiance dans les institutions
Corruption perçue du service public
Niveau d'insatisfaction vis-à-vis du service public de sécurité délivré
Expériences anxiogènes dans les interactions avec les FDS
Acceptation sociale de l'autoritarisme

Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation
Inclusivité et légitimité de la gouvernance locale



Intérêt socio-économique de l'espace frontalier

Sécurité foncière communautaire



Sentiment d'insécurité
Suspicion d'actions imputables aux GEV



Optimisme dans l'avenir



Sikolo

Stresseurs 4/14



Présence des autres ethnies ivoiriennes comme menace économique et sécuritaire
Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire

8,3



Capacités de résilience 4/15



Interaction avec d'autres groupes sociaux

Participation constructive des peuls à la vie communautaire



Corruption perçue du service public
Acceptation sociale de l'autoritarisme

Satisfaction du service public d'eau, d'assainissement et d'électricité



Sécurité foncière communautaire

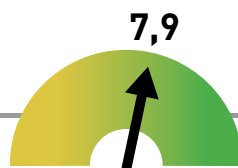


Téhini

Stresseurs 9/14



Expérience d'un traitement injuste de la part des autorités du fait de l'origine
Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire
Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture



Capacités de résilience 6/15



Participation constructive des demandeurs d'asile à la vie communautaire



Déficit de confiance dans les institutions
Acceptation sociale de l'autoritarisme

Satisfaction du service public de santé et d'éducation de base
Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation



Intérêt socio-économique de l'espace frontalier

Sécurité foncière communautaire



Sentiment d'insécurité
Suspicion d'actions imputables aux GEV



État de stress post-traumatique

Adhésion à l'égalité des sexes
Optimisme dans l'avenir

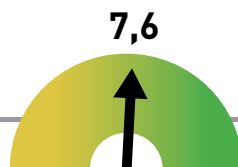


Gogo

Stresseurs 6/14



Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire



Capacités de résilience 4/15



Acceptation sociale de l'autoritarisme

Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation
Inclusivité et légitimité de la gouvernance locale



Intensité de la pratique de l'orpaillage illégal

Sécurité foncière communautaire



Sentiment d'insécurité
Suspicion d'actions imputables aux GEV



État de stress post-traumatique

Adhésion à l'égalité des sexes



Tougbo

Stresseurs 9/14



Capacités de résilience 7/15



Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire
Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture

Interaction avec d'autres groupes sociaux
Participation constructive des demandeurs d'asile à la vie communautaire



Déficit de confiance dans les institutions
Acceptation sociale de l'autoritarisme

Satisfaction du service public de santé et d'éducation de base
Satisfaction du service public d'eau, d'assainissement et d'électricité
Recours aux FDS
Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation



Intensité de la pratique de l'orpaillage illégal
Intérêt socio-économique de l'espace frontalier

Sécurité des moyens de production



Sentiment d'insécurité
Suspicion d'actions imputables aux GEV

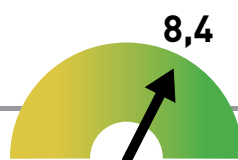


État de stress post-traumatique



Kaouara

Stresseurs 7/14



Capacités de résilience 13/15



Expérience d'un traitement injuste de la part des autorités du fait de l'origine
Présence des autres ethnies ivoiriennes comme menace économique et sécuritaire
Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire

Existence d'initiatives locales de rapprochement communautaire
Interaction avec d'autres groupes sociaux
Participation constructive des peuls à la vie communautaire
Participation constructive des demandeurs d'asile à la vie communautaire



Niveau d'insatisfaction vis-à-vis du service public de sécurité délivré
Expériences anxiogènes dans les interactions avec les FDS

Satisfaction du service public de santé et d'éducation de base
Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation
Inclusivité et légitimité de la gouvernance locale



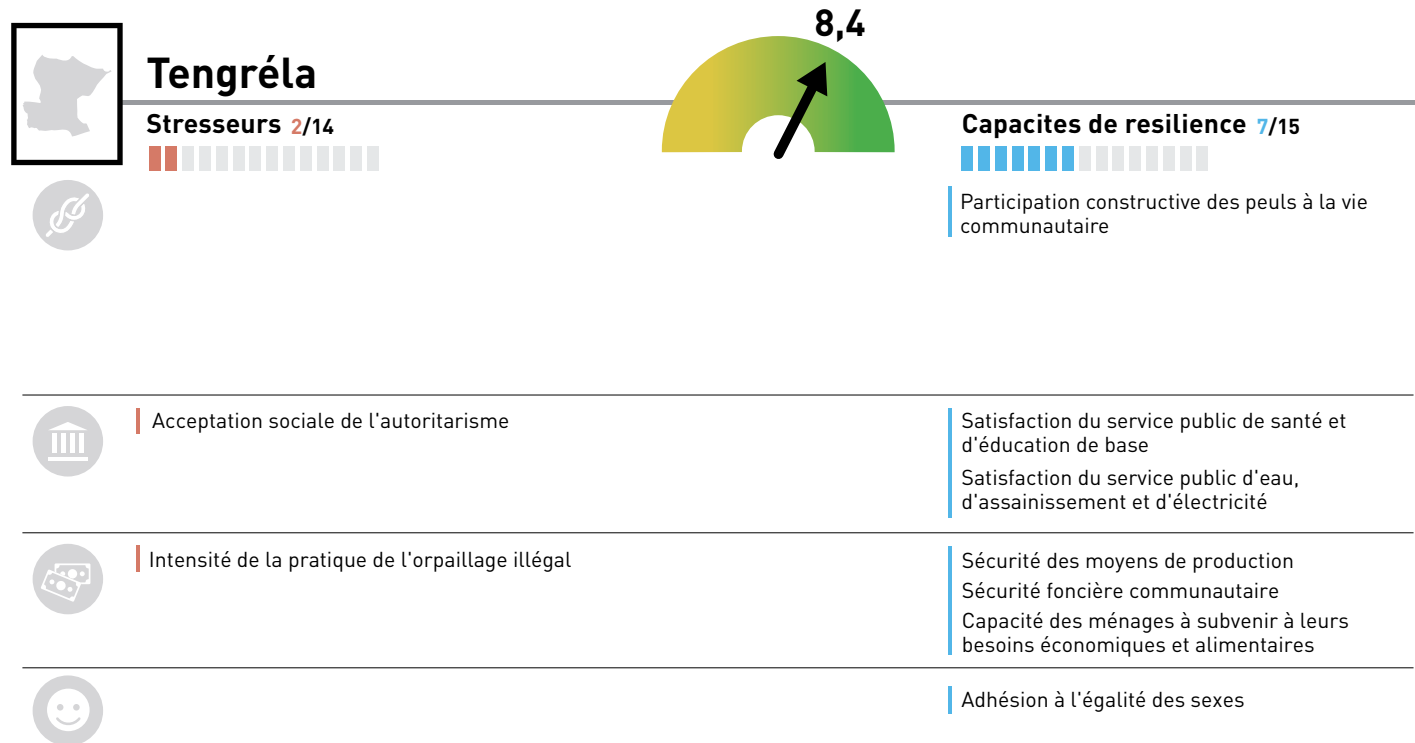
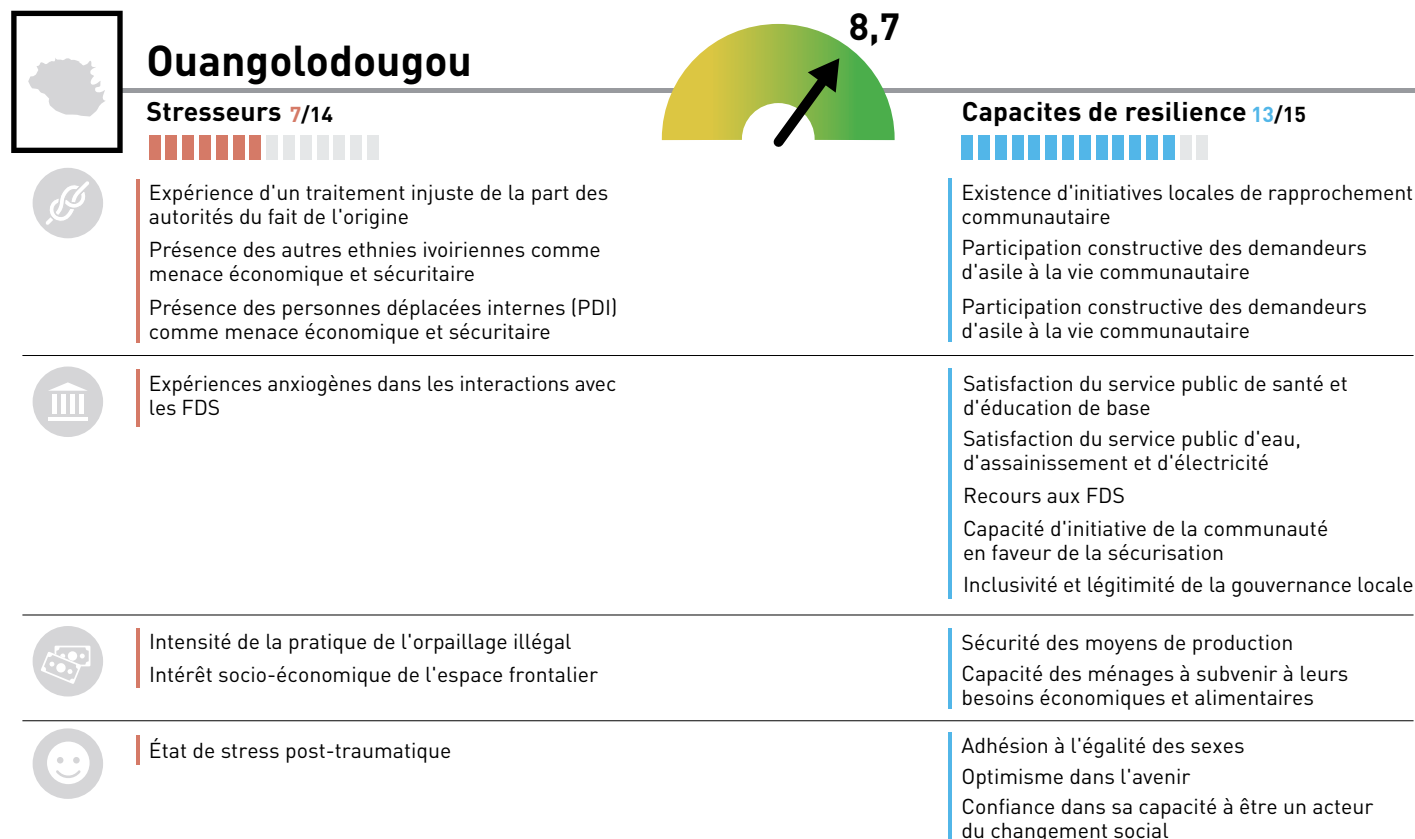
Intérêt socio-économique de l'espace frontalier

Sécurité des moyens de production
Sécurité foncière communautaire
Capacité des ménages à subvenir à leurs besoins économiques et alimentaires



État de stress post-traumatique

Adhésion à l'égalité des sexes
Optimisme dans l'avenir
Confiance dans sa capacité à être un acteur du changement social





Atelier avec la Cellule civilo-militaire du département de Tengrela pour présenter les données DRIVE qui peuvent informer leur bilan 2025 et leur plan d'action 2026



5 Recommandations

5.1 Recommandations générales

5.1.1 Adopter une approche différenciée et territorialisée

Les disparités significatives entre les localités (ex. : immunité sociale de 7.2 à Doropo contre 8.7 à Sikolo) exigent des interventions sur-mesure. Les programmes doivent être conçus en fonction du diagnostic spécifique à chaque département et localité, en ciblant leurs stressés principaux et en s'appuyant sur leurs atouts existants.

5.1.2 Renforcer le lien État-Citoyen par les services et la gouvernance

L'analyse identifie le détachement de l'État comme un facteur de risque clé. Les actions doivent prioriser :

- **L'amélioration tangible des services publics**, en particulier l'eau, l'assainissement et l'électricité, où les scores de satisfaction sont les plus bas.
- **La lutte contre la corruption perçue** et l'amélioration des interactions entre les citoyens et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), sources majeures de défiance.

5.1.3 Traiter des questions de l'économie informelle et des moyens de subsistance

L'économie informelle, notamment l'orpaillage illégal, crée des zones de non-droit et fragilise l'attachement aux institutions.

- Développer des **alternatives économiques légitimes et durables** pour les populations dépendantes de ces activités.

- Renforcer la **sécurité foncière communautaire**, un atout identifié comme stabilisateur.

5.1.4 Investir dans la cohésion sociale et la santé mentale

Les tensions intercommunautaires et les traumatismes (stress post-traumatique) sont des terrains fertiles pour l'infiltration des GEV.

- Soutenir les **initiatives locales de dialogue et de rapprochement** entre les groupes sociaux, les éleveurs, les agriculteurs et les personnes déplacées.
- Intégrer des **services de soutien psychosocial** dans les programmes de développement et de sécurité.

5.2 Priorités d'intervention

AXE 1 : GOUVERNANCE, ÉTAT DE DROIT ET SÉCURITÉ

- **Pour les zones à forte perception de la corruption et défiance envers les FDS (ex. : Doropo, Kalamon) :**
 - Renforcer l'action des cellules civilo-militaire et mettre en place des mécanismes transparents de redevabilité pour les services publics et les FDS.
 - Renforcer les capacités des FDS sur la communication et les relations avec les communautés, en s'appuyant sur les bonnes pratiques des localités où la confiance est élevée (ex. : Ouangolodougou).
- **Pour capitaliser sur les atouts en gouvernance locale (ex. : Kalamon, Gogo, Kaouara) :**

- Soutenir et formaliser les mécanismes de gouvernance inclusive existants (conseils locaux, comités de paix) et étendre leurs prérogatives.
- Renforcer la capacité d'initiative communautaire en matière de sécurité (ex. : systèmes d'alerte précoce) tout en les articulant clairement avec les dispositifs étatiques.

AXE 2 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ACCÈS AUX RESSOURCES

- **Pour les zones touchées par l'orpaillage illégal (ex. : Danoa, Toughbo, Tengréla) :**
 - Lancer des programmes de formalisation de la pratique de l'orpaillage.
 - Accélérer la sécurisation foncière et promouvoir la gestion pacifique des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles.
- **Pour renforcer la sécurité alimentaire et économique :**
 - Appuyer les moyens de subsistance résilients (agriculture climato-sensible, petit élevage) dans les zones vulnérables comme Gogo.
 - Améliorer l'accès aux marchés et aux infrastructures de base pour désenclaver les zones rurales.

AXE 3 : COHÉSION SOCIALE ET RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

- **Pour les localités avec des tensions inter-communautaires ou une faible perception des PDI (ex. : Gogo) :**
 - Organiser des activités communes de cohésion sociale (projets à impact rapide, événements

sportifs/culturels) impliquant tous les groupes, y compris les Peuls et les personnes déplacées.

- Mener des campagnes de sensibilisation pour lutter contre les stéréotypes et la « xénophobie ».

- **Pour renforcer le capital psychosocial :**

- Adopter une approche de résilience psychosociale, l'égalité des genres et la résolution pacifique des conflits dans les initiatives communautaires.
- Promouvoir des dispositifs d'écoute et de soutien communautaire pour faire face au stress post-traumatique.

AXE 4 : ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

- **Prioriser les investissements dans les services déficitaires :**
 - Lancer des projets d'infrastructures ciblés pour l'accès à l'eau potable et à l'électricité, en commençant par les localités où le déficit est le plus criant et où l'immunité sociale est faible.
 - Renforcer la qualité et l'accessibilité des services de santé et d'éducation, capitalisant sur la satisfaction relativement bonne qu'ils génèrent pour consolider le lien avec l'État.

5.3 Vers un système de suivi et évaluation de la résilience à l'extrémisme violent

1) Etablir une compréhension partagée de la résilience à l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire permettra à l'Etat, aux communautés et aux partenaires d'avoir une vision et langage communs

- a. Mutualiser les outils existants tel que l'indice de sécurité nationale, l'indice national de solidarité et de cohésion sociale (INSCS), l'indice de résilience à l'extrémisme violent (DRIVE) etc.
- b. Valider des indicateurs et un outil barométrique (DRIVE) pour la résilience à l'extrémisme violent

2) Observer et mesurer régulièrement l'évolution du niveau de la capacité de résilience des communautés concernées, avec un focus particulier sur les régions frontalières au Nord, permettra d'évaluer le progrès et ajuster l'action pour être plus impactant.

- a. Créer un Baseline qui peut servir comme référence
- b. Collecter régulièrement des données via des enquêtes de perceptions et des recherches sectorielles et les rendre accessibles pour être au courant des évolutions
- c. Inscrire ce mécanisme dans une stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent

3) Informer les parties prenantes et éduquer à une conscience du risque pour qu'ils ont la compréhension nécessaire pour orienter leurs actions

- a. Organiser des séances de présentation des données auprès des autorités, leaders et OSC dans les régions frontalières nord
- b. Organiser la présentation des données auprès des acteurs étatiques et leurs partenaires internationaux à Abidjan
- c. Mettre à contribution les réseaux locaux de communication tels que les radios de proximité, les chefs de communauté, les griots, les influenceurs, les journalistes d'investigation à véhiculer les messages en langues locales.

4) Orienter l'action sur base des évaluations régulières des données afin de servir comme un outil de prise à la décision

- a. Identifier les localités, les groupes et les individus les moins résilientes et les plus vulnérables
- b. Identifier les facteurs et secteurs à adresser en priorité
- c. Identifier les initiatives locales et nationales de haut impact pour une pérennisation et un élargissement
- d. Evaluer l'impact des initiatives visant à renforcer la résilience à l'extrémisme violent

Diagramme 15 : Etat des lieux cartographique des indicateurs de l'Index

Stresseurs		TOT.	DOROPO			KONG	Téhini			Ouangol.	Tengréla	
Capacités de resilience			Danco	Doropo	Kalamon	Sikolo	Téhini	Gogo	Tougbo	Kaouara	Ouangolodougou	Tengréla
Immunité sociale			7,2	7,5	7,6	8,3	7,9	7,6	8,6	8,4	8,7	8,4
Cohésion sociale												
Expérience d'un traitement injuste de la part des autorités du fait de l'origine		0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,6	0,1
Présence des autres ethnies ivoiriennes comme menace économique et sécuritaire		0,5	0,4	0,7	0,3	0,6	0,4	0,4	0,8	0,7	0,7	0,4
Présence des personnes déplacées internes (PDI) comme menace économique et sécuritaire		1,9	1,4	1,8	0,8	2,1	2,9	2,9	2,0	2,1	2,1	1,2
Prévalence des conflits liés à la gouvernance du foncier, de l'élevage et de l'agriculture		2,1	2,7	2,7	3,2	1,7	2,1	2,1	2,6	1,9	1,9	1,6
Existence d'initiatives locales de rapprochement communautaire		6,5	4,7	5,5	7,7	6,5	6,0	5,6	6,0	7,7	7,8	6,5
Interaction avec d'autres groupes sociaux		7,0	6,9	6,8	7,1	7,2	6,6	7,0	7,3	7,6	6,9	6,9
Participation constructive des peuls à la vie communautaire		4,9	5,0	4,8	5,6	5,0	4,1	3,2	4,7	5,8	5,3	5,0
Participation constructive des demandeurs d'asile à la vie communautaire		3,6	2,8	3,2	3,5	3,2	3,7	2,7	4,9	5,1	4,5	2,3
Gouvernance et relations avec l'État												
Déficit de confiance dans les institutions		2,5	3,3	3,2	2,9	2,0	3,0	2,5	2,8	2,2	2,4	1,8
Corruption perçue du service public		3,6	5,2	5,0	3,8	3,7	3,3	3,5	2,7	3,4	2,9	2,8
Niveau d'insatisfaction vis-à-vis du service public de sécurité délivré		3,0	4,1	4,0	5,3	2,7	2,2	2,9	1,6	3,1	2,9	1,9
Expériences anxiogènes dans les interactions avec les FDS		2,5	3,4	3,5	4,6	1,9	1,9	1,7	1,3	3,1	2,9	1,4
Acceptation sociale de l'autoritarisme		4,7	5,0	5,3	5,1	4,8	5,2	4,8	5,1	3,7	3,4	5,1
Satisfaction du service public de santé et d'éducation de base		6,8	5,8	5,5	5,7	8,2	6,9	4,1	7,1	7,4	7,8	7,8
Satisfaction du service public d'eau, d'assainissement et d'électricité		4,3	3,4	4,4	3,7	4,3	3,8	3,5	4,7	4,2	4,7	5,1
Recours aux FDS		4,8	5,1	5,8	3,6	3,4	4,7	4,5	5,0	4,7	6,1	4,4
Capacité d'initiative de la communauté en faveur de la sécurisation		3,8	2,4	3,4	5,5	2,2	4,9	4,5	4,8	4,3	4,4	1,9
Inclusivité et légitimité de la gouvernance locale		8,0	7,4	7,0	8,5	7,8	7,6	8,5	7,9	8,7	8,4	7,9
Moyens de subsistance												
Intensité de la pratique de l'orpaillage illégal		3,5	5,7	3,1	3,3	3,2	3,5	4,1	5,1	0,8	0,9	5,4
Intérêt socio-économique de l'espace frontalier		3,4	4,2	4,4	5,0	1,5	2,6	2,9	4,1	3,7	3,0	2,8
Sécurité des moyens de production		8,3	7,9	7,8	6,4	8,1	7,7	7,8	8,6	9,3	9,4	8,8
Sécurité foncière communautaire		6,4	5,8	5,8	7,3	6,6	6,9	6,8	6,0	7,0	5,9	6,5
Capacité des ménages à subvenir à leurs besoins économiques et alimentaires		4,8	5,5	5,1	4,5	4,7	3,6	2,8	3,2	6,0	5,9	5,5
Environnement sécuritaire												
Sentiment d'insécurité		3,0	3,5	4,4	5,6	2,4	3,1	4,4	3,3	1,6	1,5	2,0
Suspicion d'actions imputables aux GEV		0,6	0,3	0,9	1,3	0,3	1,2	1,1	1,0	0,2	0,2	0,3
Bien-être psychologique												
État de stress post-traumatique		3,1	3,0	2,6	1,9	2,7	4,0	3,5	3,8	3,7	3,8	2,2
Adhésion à l'égalité des sexes		8,0	7,4	7,9	7,8	7,7	8,4	8,1	8,0	8,1	8,4	8,1
Optimisme dans l'avenir		7,4	7,1	7,3	8,3	6,9	7,5	7,1	7,2	7,5	7,8	7,4
Confiance dans sa capacité à être un acteur du changement social		4,6	4,7	5,0	4,5	4,6	4,2	4,0	4,6	4,9	5,3	4,3



www.drive-resilience.org

Pour lire les
rapports



Pour explorer les
données



Pour aller plus vite
avec l'IA-DRIVE

